

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JANVIER 1913.

**Proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1903 ayant pour objet
la répression des fraudes commises au moyen de la margarine.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

« La réglementation du commerce du beurre et de la margarine est relativement récente; le premier règlement pris en vertu de la loi du 4 août 1890 date du 11 mars 1895.

» Depuis cette époque, des lois et des arrêtés royaux ont modifié, à diverses reprises, la législation sur la matière.

» La loi actuellement en vigueur a été promulguée le 12 août 1903; elle a été complétée par des arrêtés royaux pris le 20 octobre 1903, les 18 septembre et 21 novembre 1904.

» L'application de cette législation a démontré qu'elle était insuffisante pour réprimer efficacement les falsifications. La Société Nationale de laiterie s'est occupée à diverses reprises de l'examen de cette législation; des rapports ont été présentés et discutés et des résolutions ont été prises sur certains points spéciaux; mais il manquait un travail d'ensemble sur cette question si complexe et si délicate dans laquelle il faut tenir compte des intérêts si divers du consommateur, du producteur et du marchand.

» C'est dans ces conditions que M. Gedoelst, dans la séance du 16 octobre 1907, proposait la nomination d'une Commission chargée d'étudier dans son entier la législation beurrière, les résolutions de cette Commission devant être ensuite soumises aux délibérations et à l'approbation de la Société.

» La proposition fut adoptée et le bureau composa la Commission de

délégués de la Société Nationale de laiterie et de délégués des organismes représentant les producteurs et les marchands. Elle fut ainsi composée :

» Délégués de la Société Nationale de laiterie : MM. Adriaensen, Abbé Bergér, Hoton, Maenhaut, Marcas, Smeyers et J. Wauters.

» Délégués des fédérations laitières et des minques : MM. A. Collard, Bovy, Seeghers, Demulder Muylkens, Reynaert et Tourteau.

» Des délégués de la Chambre syndicale des margariniers ont assisté à quelques-unes des réunions, mais se sont retirés ensuite.

» La Commission a tenu de nombreuses séances sous la présidence de M. Maenhaut. Les vœux émis et les modifications proposées ont été réunis par M. Hoton, secrétaire de la Commission, et soumis aux délibérations de la Société dans ses séances des 27 mai et 24 juin 1908.

» C'est le résultat de ces délibérations et les décisions prises que nous consignerons et commenterons dans les lignes qui suivent.

Examen de la loi du 12 août 1903.

» Dans l'examen de la loi, nous ne ferons mention que des articles qui ont donné lieu à discussion et nous exposerons simplement la raison d'être des modifications proposées.

» ARTICLE 2, ALINÉA 3. — Cet alinéa est ainsi conçu : *Ne tombent pas sous l'application de la présente loi, les produits accessoires de la charcuterie et de la boucherie simplement fondus et exposés en vente dans les récipients mêmes dans lesquels ces produits ont été coulés et refroidis.*

» Cet article tel qu'il est indiqué est en contradiction avec l'article 7, alinéa 3, qui défend aux producteurs ou préparateurs de beurre de détenir de la margarine, des graisses alimentaires ou d'autres matières grasses comestibles dans les établissements où est fabriqué ou préparé du beurre destiné à la vente.

» Le but de l'alinéa est d'autoriser la vente et l'exposition en vente, sans addition de matières révélatrices, des mélanges de graisses de divers animaux, mélanges qui, sans cet alinéa, rentreraient dans la catégorie des graisses alimentaires visées par l'alinéa 2.

» Cette exception est nécessaire, mais de pareils produits peuvent, aussi bien que les autres matières grasses, servir à la fabrication du beurre; leur détention ne doit donc pas être autorisée dans les établissements où est fabriqué ou préparé le beurre destiné à la vente.

» L'alinéa devrait être rédigé comme suit :

» *Ne sont pas considérés comme graisses alimentaires les produits accessoires de la charcuterie, etc.*

» ARTICLE 3. — Le premier alinéa de cet article stipule que : *Les mélanges de margarine ou de graisses alimentaires et de beurre, faits en vue du commerce, sont interdits.*

» La margarine et les graisses alimentaires sont nettement définies à l'article précédent; les matières grasses non manipulées telles que la graisse de coco, l'oléo-margarine, le neutral lard, les graisses animales en général ne sont pas visées par cet alinéa, leur mélange au beurre serait donc autorisé et leur exposition en vente, en indiquant la nature du mélange, ne serait pas punissable.

» Lorsque le législateur a décrété la défense prévue par cet article, il a évidemment voulu empêcher les mélanges de beurre avec tous les corps gras quelconques, car rien ne justifierait une exception. Il y a donc là une lacune qu'il faut réparer en modifiant l'alinéa comme suit :

» *Les mélanges de margarine, de graisse alimentaire ou d'autres matières grasses et de beurre, faits en vue du commerce, sont interdits.*

» ARTICLE 6. — Cet article est relatif aux conditions imposées aux fabricants de margarine pour l'emballage de leurs produits. Les margarines étrangères *ne sont pas visées* par cet article, et cependant il est de toute nécessité qu'il en soit ainsi.

» L'observation que nous faisons ici *est capitale* et s'applique à de nombreuses dispositions de la loi en vigueur. Il est indispensable que les produits venant de l'étranger soient soumis aux mêmes règles que les produits similaires belges; il faut que nos frontières soient fermées aux produits ne répondant pas aux stipulations de la loi belge et que le Gouvernement soit armé pour les refouler dans leur pays d'origine afin d'empêcher qu'ils ne se répandent dans le pays.

» C'est pour ces motifs que nous avons introduit dans plusieurs articles le mot *importé* qui ne figure dans aucune des dispositions de la loi.

» ARTICLE 7, ALINÉA 3. — Cet alinéa, dont nous avons déjà donné la teneur, défend aux producteurs et préparateurs de beurre de détenir dans leurs établissements des matières grasses comestibles; il nous a paru qu'une exception pouvait être faite pour les huiles comestibles, dont la détention en même temps que le beurre n'offre pas les mêmes inconvénients que la détention des graisses diverses.

» Nous proposons d'ajouter à cet alinéa la phrase suivante : *Cette défense ne s'applique pas aux huiles alimentaires liquides à la température de 15°.*

» Nous proposons d'ajouter à l'article 7 un nouvel alinéa ainsi conçu :

» *Il est défendu sans déclaration préalable de détenir, dans les établissements où l'on fabrique ou prépare du beurre, de la margarine ou d'autres graisses comestibles, des appareils pouvant servir à cette fabrication ou préparation.*

» On remarquera qu'il ne s'agit pas de soumettre à une autorisation quelconque la détention des appareils visés par cet article. Il s'agit d'une simple déclaration n'ayant aucune conséquence pour ceux de qui on l'exige.

» Elle pourra d'un autre côté rendre, dans certains cas, de grands services à l'inspection des denrées alimentaires.

» L'obligation de déclaration vise surtout les appareils spéciaux dont nous parlons plus haut, mais il est impossible de faire une distinction entre les divers appareils et de n'imposer cette formalité qu'aux possesseurs de certains d'entre eux.

» ARTICLE 9. — Ajouter le mot *importées* comme suit : *Tous les réipients ou enveloppes dans lesquels la margarine ou les graisses alimentaires sont importées, exposées en vente ou détenues pour la vente ou pour la livraison, etc.*

» Les raisons de cette addition ont été exposées plus haut, nous n'y reviendrons pas.

» ARTICLE 11. — Au premier alinéa de cet article, il est indispensable, comme nous le disions tantôt, d'ajouter le mot *importés* et de dire :

» *Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, transportés, mis en vente, débités, exposés en vente, détenus pour la vente ou pour la livraison dans les magasins, boutiques, échoppes ou tout autre lieu :*

» A. *La margarine et les graisses alimentaires mentionnées au premier et au deuxième alinéa de l'article 2 qui ne satisfont pas aux conditions fixées en vertu de l'article 5 ;*

» B. *Tout mélange de beurre et de matière grasse quelconque, sauf la tolérance admise par le dernier alinéa de l'article 5.*

» Ces deux alinéas n'ont pas subi de modifications.

» Le littéra C de la loi actuelle est ainsi conçu :

» C. *Les beurres dont les caractères, sans révéler avec certitude la falsification ou l'altération grave, s'écartent de ceux de la généralité des beurres purs.*

» *Un arrêté royal spécifie, sur l'avis conforme du Conseil supérieur d'hygiène publique, les indices physiques et chimiques auxquels on reconnaît des beurres purs.*

» Et l'arrêté royal du 21 novembre 1904 a fixé en son article 2 ces indices :

» *Pour application de l'article 11, littéra C de la loi, seront considérés comme ayant des caractères anormaux qui s'écartent de ceux de la généralité des beurres purs, les beurres qui présentent, en même temps qu'un indice d'acides volatils et solubles (Reichert-Meissl) inférieur à 28, l'un ou l'autre des caractères suivants, un indice de réfraction (Abbe-Zeis) à 40° C. supérieur à 44, etc.*

» Cet article, qui a été introduit pour la première fois dans la loi du 4 mai 1900, surtout pour empêcher l'entrée en Belgique des beurres étran-

gers falsifiés au moyen de matières grasses non dénaturées, a, dès l'origine, soulevé de nombreuses critiques.

» Déjà à cette époque, les analyses de beurres purs publiées dans les journaux scientifiques, ainsi que des enquêtes faites dans divers pays, démontraient que, loin d'être une exception, les beurres dits anormaux étaient assez nombreux, surtout pendant deux ou trois mois de l'année. A cette époque l'on pensait aussi, à tort, que de tels beurres étaient de qualité inférieure et qu'il n'y avait aucun inconvénient à en empêcher la vente.

» Depuis lors, les analyses et les enquêtes se sont multipliées et ont démontré à toute évidence la grande variation de composition des beurres de tous les pays.

» L'enquête officielle faite en Hollande depuis plusieurs années, d'autres faites en Allemagne, en Russie, au Danemark ont montré que, notamment pendant les mois d'août et de septembre, les beurres n'ayant pas un indice d'acides volatils solubles supérieur à 28 sont en grande majorité et s'élèvent dans certains cas jusqu'à 90 % de la totalité des beurres examinés.

» Une enquête a été faite en Belgique sur les beurres de laiterie par le Département de l'Agriculture; une communication préliminaire a été faite à la Société Nationale de laiterie par M. l'inspecteur Grognaard, chargé de rassembler les résultats analytiques obtenus; de ceux-ci il résulte que, comme dans les autres pays, aux mois d'août et de septembre la plupart des laiteries belges produisent des beurres déclarés anormaux par l'article que nous discutons et que, de plus, si cette situation cesse à peu près pendant le restant de l'année dans un certain nombre de provinces, elle continue à exister pendant deux ou trois mois dans d'autres, et notamment dans certaines régions élevées du pays.

» Nous espérons que les chiffres fournis par cette enquête seront bientôt publiés, car ils fourniront des éléments précieux pour l'étude de cette question si délicate.

» Il est à noter que cette enquête n'a porté que sur les beurres de laiterie, c'est-à-dire sur ceux provenant d'un grand nombre de vaches; les anomalies auraient été bien plus profondes si l'enquête avait porté en même temps sur les beurres de ferme.

» La disposition que nous visons actuellement doit-elle être maintenue dans la réglementation que nous étudions?

» Nous savons que cette disposition, lorsqu'elle a été introduite dans la loi, ne visait que les beurres provenant de pays où l'obligation de mêler à la margarine certains éléments de nature à la rendre décelable dans le beurre n'a pas été adoptée; il n'en est pas moins vrai qu'elle est applicable et qu'elle a été appliquée en Belgique, et que des condamnations ont été prononcées contre des producteurs ou des marchands ayant vendu ou exposé en vente des beurres dits anormaux.

» Il n'en est pas moins vrai aussi que cette disposition frappe d'une suspicion illégitime, tout au moins pendant quelques mois de l'année, une partie

de la production beurrière belge; à ce seul titre, elle doit disparaître de notre législation.

» Mais d'autres considérations militent en faveur de cette suppression.

» La disposition visée n'a jamais effrayé un fraudeur, la condamnation qu'il peut encourir ne pouvant être qu'une peine de simple police; les chiffres énumérés dans l'arrêté royal comme étant ceux *auxquels on reconnaît les beurres purs* égarent les magistrats chargés d'appliquer la loi : des beurres à haut titre en acides volatils peuvent être falsifiés avec des matières grasses étrangères et donner cependant à l'analyse un indice d'acides volatils solubles supérieur à celui fixé par l'arrêté royal; le beurre mélangé de graisse de coco, même en grande proportion, ne rentre pas dans la catégorie de produits visés par cet article.

» Les juges hésitent quelquefois à condamner, même quand des éléments spéciaux démontrent la falsification.

» Les chiffres adoptés par l'arrêté royal ont varié; primitivement l'indice d'acides volatils avait été fixé à 25, ce qui rendait en quelque sorte légal la vente de nombreux beurres falsifiés; il a été élevé à 28, ce qui a rendu suspect un grand nombre de beurres purs.

» La définition chimique du beurre pur est impossible, la variation de composition est trop grande.

» C'est pour toutes ces raisons que la Société Nationale de laiterie demande la suppression de l'alinéa dont il est question et de l'article de l'arrêté royal qui en est la conséquence.

» Quelles seraient les conséquences de cette suppression?

» En ce qui concerne les beurres belges, rien ne serait changé puisque, actuellement, la loi en ce qui les concerne n'est pas appliquée; que, du reste, les dispositions relatives à la fabrication de la margarine, une surveillance sévère et incessante des fabricants et des marchands de beurre et de margarine permettent, sinon d'empêcher la fraude, ce qu'aucun règlement ne saurait faire, du moins d'atteindre les fraudeurs.

» Mais en est-il de même des beurres importés de l'étranger?

» Ceux provenant de pays où la margarine doit être additionnée de produits permettant de la déceler, peuvent être considérés comme se trouvant dans les mêmes conditions que les beurres belges si, bien entendu, ces pays possèdent un service de surveillance bien organisé et fonctionnant régulièrement. Une réserve spéciale doit être faite, du reste, pour que les beurres suspects puissent être arrêtés à la frontière jusqu'après enquête.

» Restent les produits provenant de pays qui n'ont pas adopté cette obligation. Ici il est indéniable que, si aucune mesure n'est prise, notre marché sera envahi par des beurres falsifiés scientifiquement par des quantités plus ou moins fortes de margarine non dénaturée, difficilement décelables ou indécélables à l'analyse.

» L'un des pays qui se trouvent dans ces conditions a institué un système de contrôle de la production du beurre qui a été beaucoup discuté depuis quelques années.

» Ce service de contrôle fonctionne actuellement sous la surveillance du Gouvernement hollandais; tous ceux qui en ont étudié l'organisation estiment qu'il présente, au point de vue des produits exportés, les seuls qui nous occupent, des garanties de pureté presque absolues, ce qui nous autorise à demander que les beurres munis de la marque du contrôle hollandais soient considérés comme purs et admis sans autres conditions à l'entrée en Belgique.

» La marque de contrôle n'a jamais été une garantie absolue de pureté; une fraude, quoique difficile, est toujours praticable aussi bien avec le système hollandais qu'avec le système belge, mais la découverte de la fraude est possible, et cela suffit pour considérer cette marque de contrôle comme un certificat de pureté; comme pour les pays où la denaturation de la margarine a été adoptée, les beurres hollandais contrôlés devront pouvoir être arrêtés à la frontière jusqu'après enquête.

» Si nous parlons ici de beurres provenant de la Hollande, c'est que c'est le seul pays où ce système fonctionne régulièrement. Il est bien entendu que l'entrée en Belgique doit être autorisée pour les beurres provenant de pays où un système de vérification de la pureté des beurres fonctionnerait sous la garantie du Gouvernement, que ce système soit semblable au système hollandais ou qu'il soit différent; ce serait aux services compétents du Gouvernement belge à apprécier s'il offre des garanties suffisantes.

» Si le système dont il est question donne une garantie suffisante de pureté aux beurres des producteurs qui ont accepté le contrôle ou un système de vérification quelconque efficace, il n'en est plus de même pour les beurres des producteurs et des marchands qui ne se sont pas soumis à ces obligations. Le mélange de pareils beurres avec des margarines *non additionnées de produits* qui les rendent décelables peut se faire aisément, et l'analyse chimique sera souvent impuissante à découvrir ces fraudes. Si des mesures n'étaient pas prises, nous verrions bientôt notre commerce envahi par des beurres étrangers falsifiés.

» La Société a été d'avis qu'une mesure radicale s'impose : La prohibition à l'entrée des beurres ne remplissant pas les conditions que nous venons d'énoncer, c'est-à-dire ceux ne provenant pas des pays où l'introduction de matières révélatrices dans la margarine est exigée et ceux, provenant du pays n'ayant pas établi cette obligation, qui ne seraient pas munis d'un certificat de pureté.

» Quelques-uns craignent que cette mesure ne soit pas acceptée par les pays importateurs; nous ferons remarquer que la disposition que nous proposons n'est pas nouvelle, elle existe dans plusieurs pays pour divers produits; nous nous contenterons de mentionner que des certificats d'analyse chimique sont exigés pour l'entrée en Allemagne et en Roumanie des huiles d'olives et de différents produits agricoles et que le Gouvernement français désigne officiellement les experts qui ont qualité pour délivrer ces certificats. On trouverait certes de nombreux exemples pareils.

» Il est à remarquer, du reste, que l'exportation du beurre se trouve, dans

tous les pays un peu éloignés, entre les mains de quelques personnes qui auraient vite fait d'organiser, sous la surveillance du Gouvernement, un service de vérification donnant satisfaction à notre pays; nous ne croyons pas nous avancer en disant que la Russie étudie actuellement les moyens de nous donner satisfaction.

» Nous proposons, en conséquence, de rédiger comme suit ce paragraphe spécial comportant *l'interdiction d'importer, de transporter, de mettre en vente, etc.* :

» C. *Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances revêtrices les margarines et les graisses alimentaires destinées, tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres provenant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.*

» *Sont affranchis de cette interdiction les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation, mais qui seront munis d'un certificat de pureté émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.*

» *Les beurres remplissant les conditions formulées dans les deux alinéas ci-dessus pourront être arrêtés à la frontière, jusqu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification ou lorsque le certificat de pureté paraîtra avoir été altéré.*

*
* * *

» Il nous reste à examiner pour cet article la question des beurres renfermant un excès d'eau.

» Tous ceux qui s'occupent de l'examen des questions qui se rattachent à la falsification du beurre ont pu constater que, dans ces dernières années, une grande quantité de beurres exposés en vente renferment un excès d'eau; les proportions atteignent parfois 30, 40 et même 50 %; dans d'autres cas, la quantité est moindre, 20 % par exemple, mais alors l'enquête démontre, la plupart du temps, que ces beurres proviennent de mêmes marchands qui se contentent d'un bénéfice moindre en achetant des beurres contenant une quantité normale de petit lait, 12 à 14 %, et en y incorporant 5 à 10 % d'eau.

» Cette falsification, si préjudiciable aussi bien au consommateur auquel on livre à la place de manière grasse un produit sans valeur nutritive, qu'au commerçant et au producteur honnêtes qui ne savent pas soutenir la concurrence, a pris une grande extension à cause de l'insuffisance de la réglementation sur la matière.

» En effet, cette question, qui a fait l'objet de trois règlements successifs, est régie actuellement par l'arrêté royal du 18 septembre 1904 qui interdit la vente des beurres contenant plus de 18 % d'eau, de caséine et de lactose à moins qu'ils ne soient renfermés, pour le commerce de détail, dans des

emballages en papier ou en carton maintenus par une ficelle croisée, scellée ou plombée.

» Ces paquets doivent être munis d'une étiquette imprimée, indiquant la nature et la proportion exacte des substances autres que la matière grasse et le sel que le beurre contient. Le texte exact de l'étiquette est donné dans l'arrêté royal.

» La jurisprudence a établi que la proportion d'eau contenue dans le beurre doit être exactement celle indiquée sur l'étiquette et que le règlement est applicable à celui qui met en vente un beurre contenant une quantité de non-beurre inférieure à celle indiquée.

» Les dispositions réglementaires ont été prises évidemment, non pas pour permettre la vente de beurres additionnés volontairement d'une quantité plus ou moins grande d'eau, ce qui ne se comprendrait pas puisqu'on interdit les mélanges de beurre et de margarine, mais bien en vue d'autoriser la vente de produits qui, par suite d'un défaut de fabrication, sont insuffisamment débarrassés d'eau et de petit lait.

» Or, la réglementation n'a pas atteint son but, car le producteur qui, accidentellement, fabrique un beurre renfermant un excès d'eau ne saurait arriver à remplir les obligations d'emballage et d'étiquetage imposées par le règlement. Celui-ci ne profite qu'aux falsificateurs qui savent exactement la quantité de non-beurre que renferment leurs produits et qui seuls ont à leur disposition les emballages et les étiquettes imprimées nécessaires.

» Mais il y a plus; à côté de quelques marchands qui, introduisant de l'eau dans le beurre, remplissent les conditions réglementaires, combien d'autres exposent en vente des produits frelatés sans aucune indication, comptant sur diverses circonstances et notamment sur l'inexactitude des contre-expertises faites, après quelque temps, pour échapper à la répression. Ils affrontent même celle-ci, car la sanction du règlement ne consiste qu'en peines de simple police, une amende minime par conséquent bien vite rattrapée avec les intérêts par le falsificateur.

» On objectera que l'article 500 du Code pénal reste applicable à ceux qui introduisent volontairement de l'eau dans le beurre et qu'ils peuvent être condamnés comme falsificateurs. Cela est exact, et, depuis quelque temps, des condamnations sont intervenues dans ce sens; mais il n'est pas moins vrai que, dans beaucoup de cas, les magistrats appliquent simplement le règlement si rien ne vient leur indiquer qu'un autre article de loi est applicable.

» Cette notion doit, nous paraît-il, être inscrite dans la loi et une distinction doit être faite entre les beurres additionnés d'eau et ceux qui contiennent un excès d'eau par suite d'un défaut de fabrication; les premiers sont des beurres falsifiés, les seconds des beurres altérés ou mal préparés.

» La classification des beurres renfermant un excès d'eau dans l'une de ces deux catégories est souvent possible, soit au moyen de l'analyse chimique si la quantité d'eau est assez élevée, soit par l'examen de plusieurs beurres du même marchand si l'excès d'eau est peu élevé; on peut ainsi arriver à prou-

ver qu'il ne s'agit pas d'un accident de fabrication, mais bien d'une manipulation couramment pratiquée.

» Si l'on peut, sans contestation aucune, interdire la vente des beurres additionnés d'eau, peut-on empêcher la vente de ceux contenant accidentellement un excès d'eau? Nous pensons que oui, car il s'agit ici de produits de qualité inférieure, altérables, obtenus par une fabrication défectueuse et dont le producteur ou le marchand connaît parfaitement la valeur; il pourra aisément remédier au défaut de fabrication qui lui aura été signalé.

» Nous proposons donc la rédaction suivante :

» *Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, etc. :*

» D. *Les beurres additionnés d'eau ou dans lesquels on a laissé intentionnellement un excès d'eau.*

» E. *Les beurres renfermant accidentellement, par suite de fabrication défectueuse, une proportion de substances autres que la matière grasse et le sel supérieure à celle qui sera fixée par un arrêté royal.*

» Les peines à prévoir sont, pour l'alinéa D, des peines correctionnelles et, pour l'alinéa E, des peines de simple police.

*
* *

» Il reste à insérer à l'article 14 un alinéa spécial relatif à la margarine.

» La margarine est une denrée alimentaire qui a pris une importance considérable au point de vue de l'alimentation du peuple; elle remplace le beurre, et sa valeur nutritive est uniquement due à la plus ou moins grande quantité de corps gras qu'elle renferme; ce corps gras ne saurait être remplacé par un autre produit et surtout par de l'eau.

» Si l'on considère qu'il est nécessaire de fixer une limite semblable à la quantité de matières autres que la matière grasse et le sel contenue dans le beurre, il est tout aussi nécessaire de fixer une limite semblable pour la margarine et les graisses alimentaires. L'introduction d'un excès d'eau dans ces produits constitue une falsification au même titre que l'introduction d'un excès d'eau dans le beurre.

» Nous proposons de rédiger comme suit cet alinéa spécial :

» *Ne peuvent être importés, etc. :*

» F. *Les margarines et les graisses alimentaires renfermant une proportion de substances autres que la matière grasse et le sel supérieure à celle qui sera fixée par un arrêté royal.*

» ARTICLE 12. — Les agents désignés en vertu de la loi du 4 août 1890 peuvent pénétrer en tout temps dans les locaux de fabrication pour y surveiller l'exécution des dispositions de la présente loi.

» Il nous paraît nécessaire de dire : dans les locaux de fabrication *et de préparation*; ces derniers doivent pouvoir être surveillés comme les premiers.

» ARTICLE 13. — A l'alinéa 1^{er} il faut, pour les raisons données plus haut ajouter le mot *importé* et dire : *Seront punis, etc., ceux qui, sciemment, auront importé, préparé pour la vente, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués aux littéras A, B, C, D et F de l'article 11 et ceux qui auront contrevenu aux aliénas 2 et 3 de l'article 7.*

» [†] Seuls les littéras A et B de l'article 11 figurent dans le texte actuel. Nous proposons d'y ajouter l'alinéa C, relatif aux beurres étrangers, et les alinéas D et F, relatifs aux beurres et aux margarines falsifiés par de l'eau ou d'autres matières.

» Il nous paraît nécessaire aussi de changer la nature des peines applicables à ceux qui détiennent ou transportent de la margarine ou des graisses alimentaires en même temps que du beurre. Puisque cette défense est inscrite dans la loi, elle doit être sanctionnée non pas par des peines de simple police, mais par des peines correctionnelles, les premières n'ayant pas d'effet.

» L'alinéa 3 de l'article 13 prévoit que, en cas de récidive, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera.

» Nous signalons que la rédaction actuelle n'a pas de portée, puisqu'elle permet au condamné d'enlever l'affiche immédiatement après son apposition. Il faut ajouter à la fin de l'alinéa : *et pendant un temps qu'il déterminera.*

» Le 5^o alinéa doit être rédigé comme suit : *L'article 85 du Code pénal (circonstances atténuantes) sera applicable aux infractions prévues par les littéras A, B, C, D et E de l'article 11, par les alinéas 2 et 3 de l'article 7 et par l'article 12.*

» Puis viennent les alinéas relatifs aux contraventions.

» *Seront punis des peines édictées par l'article 6 de la loi du 4 août 1890 :*

» 1^o *Ceux qui, de bonne foi, auront importé, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués à l'article 11, littéras A, B, C, D et F ;*

» 2^o *Ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 4, 6, des alinéas 1, 4 et 5 de l'article 7, des articles 8, 9, 10 et 11 littéra F.*

*
* *

» Nous avons terminé l'examen de la loi; quelques mots à propos de l'ARRÊTÉ ROYAL DU 20 OCTOBRE 1903 pris en application de cette loi.

» L'ARTICLE 4, relatif à la définition des beurres anormaux, doit être supprimé comme conséquence de la suppression du littéra C de l'article 11 de la loi actuelle.

» L'ARTICLE 5 interdit à tout vendeur de margarine ou de graisse alimentaire d'employer sur des emballages, affiches, etc., pour désigner son industrie ou ses produits, les mots lait, beurre, crème ou des dérivés de ces mots. Il nous paraît logique d'étendre cette défense au vendeur de graisse comestible pouvant servir aux mêmes usages que le beurre.

» L'ARRÊTÉ ROYAL DU 18 SEPTEMBRE 1904, relatif aux beurres contenant un excès d'eau et qui a remplacé l'article 6 de l'arrêté du 20 octobre 1903, doit être entièrement supprimé.

» Ici doit prendre place un article fixant la quantité de non-beurre tolérée dans le beurre et dans la margarine.

» Pour le beurre, la Société Nationale de laiterie propose le chiffre de 18 % adopté dans le règlement actuel.

» On pourrait dire : *Pour l'application de l'article 11, littéra E, le beurre contenant plus de 18 % de substances autres que la matière grasse et le sel ne pourra être importé, vendu, livré, exposé en vente, détenu ou transporté pour la vente ou pour la livraison.*

» Un alinéa semblable devrait être introduit pour la margarine et les graisses alimentaires; mais nous ne pouvons indiquer le chiffre qui doit être fixé. Il est nécessaire pour cela de procéder à des constatations assez nombreuses et il est juste d'entendre à ce sujet les fabricants de margarine et de graisses alimentaires.

» L'ARTICLE 7 déclare nuisibles :

» 1° Le beurre, la margarine et les graisses alimentaires fabriqués avec du lait dont la vente est interdite;

» 2° Le beurre, la margarine et les graisses alimentaires additionnés d'antiseptiques ou de glycérine,

» et en interdit la vente, le débit ou l'exposition en vente.

» Il est indispensable que l'importation soit aussi interdite, afin que nos nationaux ne soient pas exposés à des contraventions imméritées.

» Nous avons terminé l'exposé des modifications que la Société Nationale de laiterie propose d'apporter à la législation qui régit, en Belgique, le commerce du beurre et de la margarine; nous croyons qu'elles sont indispensables pour réprimer les fraudes qui se commettent encore journellement et nous osons espérer qu'elles seront favorablement accueillies par les pouvoirs publics. »

C'est en ces termes, Messieurs, que la Société Nationale de laiterie a exposé dernièrement les modifications qu'elle propose à la Législature. Nous avons cru ne pouvoir mieux faire que de reproduire, comme exposé des motifs de notre proposition de loi, ce rapport clair et complet, rédigé par M. J. Wauters, chimiste adjoint de la Ville de Bruxelles.

Ce projet a été adopté en sections, le 29 mars 1910.

En 1^{re} section à l'unanimité.

En 2^{me} — à l'unanimité moins une abstention.

En 3^{me} — à l'unanimité.

En 4^{me} — à l'unanimité

En 5^{me} — à l'unanimité par 7 voix et 6 abstentions.

En 6^{me} — à l'unanimité par 10 voix et 2 abstentions.

La Section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Colfs, Gravis, Horlait, Berloz, Standaert et Maes.

La Section centrale a consacré plusieurs séances à la discussion de la proposition de loi, et le 29 mars 1912, notre collègue M. Maes déposa le rapport sur le bureau de la Chambre.

Il s'est inspiré des observations des délégués de la Société Nationale de laiterie, que la Section centrale a reçus au cours d'une de ses séances, et a demandé l'avis du service de l'inspection des denrées alimentaires.

Il est incontestable que des modifications à la loi du 12 août 1903 s'imposent, les fraudes étant par trop fréquentes, mais on ne peut innover dans ces matières qu'avec une prudence extrême, à raison de la complexité d'intérêts et la difficulté d'atteindre efficacement les fraudeurs, sans mettre en péril les producteurs, fabricants et marchands honnêtes.

Malheureusement, par suite de la dissolution, la proposition de loi est venue à disparaître de l'ordre du jour de la Chambre. Nous avons l'honneur de la reprendre en y inscrivant les modifications effectuées par la Section centrale au texte primitif.

Nous espérons que bientôt la Chambre examinera et votera ces modifications qui donneront toute satisfaction au producteur et au consommateur, au commerçant et au cultivateur honnêtes.

MAENHAUT.

Proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1903 ayant pour objet la répression des fraudes commises au moyen de la margarine.	Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 12 Augustus 1903 waarbij het door middel van margarine gepleegd bedrog wordt beteugeld.
---	--

ARTICLE PREMIER.

La dénomination de beurre est réservée à la matière grasse extraite par le barattage du lait ou de la crème, avec ou sans addition de ferments, de matières colorantes ou de sel.

ART. 2.

Est désigné sous le nom de margarine toute substance ou préparation propre à l'alimentation offrant de l'analogie avec le beurre au point de vue des caractères extérieurs.

Sont désignés sous le nom de graisses alimentaires les mélanges de graisses entre elles, avec des huiles ou avec de l'eau, et toutes graisses ayant subi une préparation autre que les manipulations nécessaires pour leur extraction et leur épuration, la salaison du saindoux exceptée.

Ne sont pas considérés comme graisses alimentaires les produits accessoires de la charcuterie et de la boucherie simplement fondus et exposés en vente dans les récipients mêmes dans lesquels ces produits ont été coulés et refroidis.

ART. 3.

Les mélanges de margarine, de graisses alimentaires ou d'autres ma-

EERSTE ARTIKEL.

Onder benaming van boter verstaat men alleen de vetstof, door karnen uit de melk of den room getrokken, met of zonder toevoeging van gistmiddelen, kleursels of zout.

ART. 2.

Onder benaming van margarine wordt aangeduid elke tot de voeding geschikte zelfstandigheid die, ten opzichte van de niterlijke kenteekenen, op boter gelijkt.

De mengsels van vetwaren ondereen, met oliën of met water, en alle vetwaren die werden onderworpen aan eenige andere bereiding dan de bewerkingen vereischt tot hare afscheiding en hare zuivering, het zouten van reuzel uitgezonderd, worden aangeduid onder den naam van voedende vetwaren.

De bijkomende voortbrengselen der spekslagers- en vleeschhouwersbedrijven, eenvoudig gesmolten en te koop gesteld in dezelfde vaten waarin men deze voortbrengselen heeft overgegoten en verkoeld, worden niet beschouwd als voedende vetwaren.

ART. 3.

Het vermengen, met het oog op den handel, van margarine, voedende vet-

tières grasses et de beurre sont interdits.

Toutefois, la margarine destinée à la vente peut contenir jusqu'à 10 % de matière grasse provenant du lait.

Art. 4.

Il est défendu d'employer à la préparation ou à la conservation du beurre destiné à la vente des ferments, des matières colorantes, des récipients ou des objets, quelconques, contenant ou ayant contenu des substances dont l'addition à la margarine et aux graisses alimentaires est prescrite, en vertu de l'article 3 de la présente loi, ou des ustensiles ayant été mis en contact avec ces substances.

Art. 5.

La margarine et les graisses alimentaires destinées à la vente doivent être mélangées avec des substances de nature à permettre de les distinguer facilement du beurre, tout en étant inoffensives et incapables d'altérer leurs caractères organoleptiques. Un arrêté royal fixe, sur l'avis conforme du Conseil supérieur d'hygiène publique, le choix de ces substances ainsi que leurs proportions, et détermine les autres conditions dans lesquelles elles sont incorporées à la margarine et aux graisses alimentaires.

Sont exemptés de ces dispositions, moyennant déclaration préalable à la fabrication, les produits préparés dans les fabriques de margarine et destinés à l'exportation directe vers des pays n'ayant point de législation similaire sur la fabrication de la margarine.

waren of andere vetstoffen met boter is verboden.

De voor den verkoop bestemde margarine mag echter tot 10 % vetstof, voortkomende van melk, bevatten.

Art. 4.

Bij het bereiden of bewaren van voor den verkoop bestemde boter, is het verboden te gebruiken gistmiddelen, kleursels, vaten of eenig voorwerp, bevattende of hebbende bevat zelfstandigheden waarvan de menging in de margarine en in de voedende vetwaren bij artikel 3 van deze wet is voorgescreven, of toestellen die met deze zelfstandigheden in aanraking zijn geweest.

Art. 5.

Margarine en voedende vetwaren, voor den verkoop bestemd, moeten worden vermengd met zelfstandigheden die toelaten ze gemakkelijk van boter te onderscheiden, terwijl ze tevens onschadelijk zijn en niet in staat hare organoleptische eigenschappen te veranderen. Een koninklijk besluit bepaalt, naar eensluidend advies van den Hoogen Raad van openbare gezondheid, welke zelfstandigheden daartoe mogen worden gebruikt en in welke verhouding, en regelt verder de wijze waarop ze met margarine en voedende vetwaren worden vermengd.

De voortbrengselen vervaardigd in de margarinefabrieken en bestemd voor den rechtstreekschen uitvoer naar landen die geene gelijksoortige wet op het vervaardigen van margarine hebben, vallen niet onder toepassing van deze wetsbepalingen, indien vóór de fabricceering daaromtrent aangifte is gedaan.

Le Gouvernement pourra assujettir au mélange indiqué ci-dessus toute matière grasse qui, dans l'avenir, viendrait à être utilisée pour la falsification du beurre.

Le mode de déclaration, les conditions de détention, d'emballage et d'expédition desdits produits sont réglés par arrêté royal.

Art. 6.

La margarine ou les graisses alimentaires importées ou sortant des fabriques ou des dépôts des marchands de gros seront expédiées et livrées dans des récipients dont la matière, les formes, les dimensions et les marques sont déterminées par arrêté royal.

Toutes les faces de ces récipients porteront l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire » tracée en caractères distincts d'au moins deux centimètres de hauteur, ainsi que le nom ou la raison sociale et l'adresse du fabricant ou du marchand.

Pour le commerce du détail, la vente de margarine ou de graisses alimentaires ne sera autorisée autrement qu'en paquets ficelés et plombés. Les détails de cet emballage seront réglés par arrêté royal.

Art. 7.

Il est défendu de vendre ou d'exposer en vente, en même temps que du beurre, de la margarine ou des graisses alimentaires dans le même local (magasin, boutique, échoppe) ou dans des locaux communiquant entre eux autrement que par la voie publique.

Il est également défendu aux marchands, producteurs ou colporteurs de

De Regeering kan aan de hierboven aangeduide vermenging onderwerpen elke vetstof die, in de toekomst, mocht worden aangewend tot het vervalschen van boter.

De wijze waarop de aangifte moet worden gedaan, de vereischten tot het bewaren, verpakken en verzenden van genoemde voortbrengselen worden bij koninklijk besluit geregeld.

Art. 6.

Margarine of voedende vetwaren, ingevoerd of voortkomende uit fabrieken of uit bergplaatsen van kooplieden in 't groot, worden verzonden en geleverd in verpakkingen waarvan de stof, de vorm, de afmetingen en de merken bij koninklijk besluit worden bepaald.

Deze verpakkingen dragen aan alle zijden het opschrift « margarine » of « voedende vetwaar », met goed te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte, benevens den naam of de firma en het adres van den fabrikant of den koopman.

Voor den handel in 't klein wordt de verkoop van margarine of voedende vetwaren niet anders toegelaten dan in toegebonden en met lood verzegelde pakken. De bijzonderheden van deze verpakking worden bij koninklijk besluit geregeld.

Art. 7.

Het is verboden margarine of voedende vetwaren en boter te gelijker tijd te verkoopen of te koop te stellen in hetzelfde lokaal (magazijn, winkel, kraam) of in lokalen die anders dan langs den openbaren weg met elkander in gemeenschap staan.

Het is insgelijks aan boterhandelaars, boterboeren en boterkramers verboden

beurre de détenir de la margarine ou des graisses alimentaires, même pour leur consommation personnelle, d'en laisser détenir par une autre personne dans les locaux où se trouve du beurre exposé en vente ou détenu pour la vente ou pour la livraison, ou encore de transporter, en même temps que du beurre, de la margarine ou des graisses alimentaires.

Il est défendu aux producteurs ou préparateurs de beurre, de détenir de la margarine, des graisses alimentaires ou d'autres matières grasses comestibles dans les établissements où est fabriqué ou préparé du beurre destiné à la vente. Cette défense ne s'applique pas aux huiles alimentaires liquides à la température de 15 centigrades.

Il est défendu de fabriquer ou de détenir du beurre destiné à la vente dans les établissements servant à la fabrication ou à la détention de la margarine ou d'autres matières grasses comestibles, sauf l'exception prévue par l'alinéa précédent.

Il est défendu, sans déclaration préalable, de détenir dans les établissements où l'on fabrique ou prépare du beurre, de la margarine ou des graisses comestibles, des appareils pouvant servir à cette fabrication ou préparation.

La détention d'appareils pouvant servir uniquement à opérer des falsifications, par addition au beurre de matières grasses ou d'eau, est interdite.

Art. 8.

Tous les établissements (magasins, boutiques, échoppes) dans lesquels la margarine ou les graisses alimentaires sont vendues, exposées en vente, détenues ou préparées pour la vente, de même que les voitures privées servant

margarine of voedende vetwaren in hun bezit te hebben, zelfs voor hun eigen verbruik, ze in het bezit te laten van andere personen in de lokalen waar boter te koop gezet of met het oog op den verkoop of de levering bewaard wordt, of ook boter en margarine of boter en voedende vetwaren te gelijker tijd te vervoeren.

Het is aan voortbrengers of bereiders van boter verboden, margarine, voedende vetwaren of andere eetbare vetwaren in hun bezit te hebben, in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, wordt vervaardigd of bereid.

Dit verbod is niet van toepassing op vloeibare voedende oliën ter temperatuur van 15 centigraden.

Behalve de uitzondering bij het vorige lid voorzien, is het verboden voor den verkoop bestemde boter te vervaardigen of er in zijn bezit te hebben, in inrichtingen dienende tot de vervaardiging of de bewaring van margarine of andere eetbare vetwaren.

Het is verboden, zonder voorafgaande aangifte, in de inrichtingen waar men boter, margarine of eetbare vetwaren vervaardigt of bereidt, in zijn bezit te hebben toestellen kunnende dienen tot die vervaardiging of bereiding.

Het in bezit hebben van toestellen enkel kunnende dienen tot het bewerken van vervalschingen, door toevoeging van vetstoffen of van water aan de boter, is verboden.

Art. 8.

Alle inrichtingen (magazijnen, winkels, kramen), waar margarine of voedende vetwaren worden verkocht, te koop gezet, of met het oog op den verkoop bewaard of bereid, alsook de private rijtuigen dienende tot het vervoeren

au transport ou au colportage de la margarine ou des graisses alimentaires, doivent offrir, d'une façon apparente de la voie publique, l'inscription « vente de margarine » ou « vente de graisse alimentaire », tracée en caractères distincts d'au moins vingt centimètres de hauteur et dégagée de toute autre mention.

La margarine et les graisses alimentaires ne peuvent être introduites sur les marchés qu'en des endroits spécialement désignés à cet effet par l'autorité communale et à une distance minima de vingt-cinq mètres des échoppes à beurre.

ART. 9.

Tous les récipients ou enveloppes dans lesquels les margarines ou les graisses alimentaires sont importées, exposées en vente ou détenues pour la vente, ou pour la livraison, portent, d'une façon visible pour le public, l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire », tracée en caractère distincts d'au moins deux centimètres de hauteur et dégagée de toute autre mention, ainsi que le nom ou la raison sociale du fabricant ou de vendeur.

Si la margarine ou les graisses alimentaires sont en pains, ceux-ci ont tous la forme cubique et sont marqués, en outre, d'une empreinte lisible portant le mot « margarine » ou « graisse alimentaire », ainsi que le nom ou la raison sociale du fabricant ou du vendeur, à moins que les enveloppes qui les recouvrent ne portent ces indications.

ART. 10.

La margarine et les graisses alimentaires seront livrées et expédiées par les détaillants dans des récipients ou enve-

loft tot het rondventen van margarine of voedende vetwaren, moeten, duidelijk zichtbaar van op den openbaren weg, het opschrift dragen : « verkoop van margarine » of « verkoop van voedende vetwaren », met goed te onderscheiden letters van ten minste twintig centimeter hoogte, zonder dat er eenige andere vermelding bij staat.

Margarine en voedende vetwaren mogen alleen ter markt worden gebracht op plaatsen daartoe opzettelijk aangewezen door de gemeenteoverheid en op een afstand van ten minste vijf en twintig meter van de boterkramen.

ART. 9.

Alle vaten of omhulsels, waarin margarine of voedende vetwaren worden ingevoerd, te koop gezet, of bewaard om verkocht of geleverd te worden, dragen, op eene voor het publiek zichtbare wijze, het opschrift « margarine » of « voedende vetwaren », met goed te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte en zonder dat er eenige andere vermelding bij staat, benevens den naam of de firma van den fabrikant of den verkooper.

Zijn de margarine of de voedende vetwaren tot klonten bewerkt, dan moeten deze steeds teerlingvormig zijn en, daarenboven, een goed leesbaar merk dragen met het woord « margarine » of « voedende vetwaren », benevens den naam of de firma van den fabrikant of den verkooper, tenzij deze aanduidingen op de omhulsels voorkomen.

ART. 10.

Margarine en voedende vetwaren worden door de kleinhandelaars geleverd en verzonden in vaten of omhulsels dra-

lottes portant, outre l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire » tracée en caractères distincts d'au moins deux centimètres de hauteur, le nom ou la raison sociale, ainsi que l'adresse du vendeur.

ART. 11.

Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, transportés mis en vente, débités, exposés en vente, détenus pour la vente ou pour la livraison dans les magasins, boutiques, échoppes ou tout autre lieu :

A. La margarine et les graisses alimentaires mentionnées au premier et au deuxième alinéas de l'article 2 qui ne satisfont pas aux conditions fixées en vertu de l'article 5 ;

B. Tout mélange de beurre et de matière grasse quelconque, sauf la tolérance admise par le dernier alinéa de l'article 3 ;

C. Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances révélatrices les margarines et les graisses alimentaires destinées tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres provenant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.

Sont affranchis de cette interdiction les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation, mais qui seront munis d'un certificat de pureté, émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.

Les beurres remplissant les conditions formulées par les deux alinéas ci-dessus pourront être arrêtés à la frontière, jus-

gende, behalve het opschrift « margarine » of « voedende vetwaren », met duidelijk te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte, den naam of de firma, alsook het adres van den verkooper.

ART. 11.

Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, vervoerd, te koop gezet, in 't klein verkocht, uitgesteld, voor den verkoop of voor de levering bewaard in magazijnen, winkels, kramen of eenig ander lokaal :

A. De margarine en de voedende vetwaren, vermeld in het 1^{ste} en 2^{de} lid van artikel 2, die niet voldoen aan de uit kracht van artikel 5 bepaalde vereischten ;

B. Elk mengsel van boter met eenige vetstof, behoudens hetgeen is toegelaten door het laatste lid van artikel 3 ;

C. De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de verplichting om de margarine en de voedende vetwaren, bestemd zoowel voor het verbruik binnenslands, als voor den uitvoer, te mengen met herkenningmiddelen, alsmede de boter voortkomende uit landen die, dezen maatregel aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toezicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben ingevoerd.

Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze verplichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van zuiverheid, afgegeven door een dienst van controle, door de Regeering of onder haar toezicht ingericht.

De boter, voldoende aan de vereischten gesteld in de twee bovenstaande alinea's, mag aan de grens, tot na onder-

qu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification, ou que le certificat de pureté aura été altéré;

D. Les beurres contenant plus de 15 % d'eau;

E. Les beurres renfermant, soit par suite d'un défaut de fabrication ou autrement, plus de 2 % de substances autres que la matière grasse extraite du lait, le sel ou l'eau.

Le beurre ne pourra, en aucun cas, contenir aucune substance antiseptique, quelque minime qu'en soit la quantité.

ART. 12.

Les agents désignés en vertu de la loi du 4 août 1890 peuvent pénétrer en tout temps dans les locaux de fabrication et de préparation pour y surveiller l'exécution des dispositions de la présente loi; ils peuvent aussi constater les infractions à la loi et prélever des échantillons de marchandises dans les ports, dans les gares de chemins de fer, dans les magasins et débits, ainsi que dans les voitures des consignataires et des commissionnaires expéditeurs.

Les mêmes agents sont également autorisés à prélever des échantillons des marchandises placées sous régime de douane quand celles-ci sont déclarées en consommation; mais ces prélèvements ne seront opérés qu'en présence des agents de la douane et moyennant avertissement donné aux intéressés ou à leurs représentants.

ART. 13.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sciem-

ment, ont fabriqué ou vendu, ou cherchent à fabriquer ou à vendre, ou ont en leur possession, des beurres falsifiés, ou des beurres qui, par suite de leur composition, sont susceptibles de se falsifier, ou des beurres qui, par suite de leur composition, sont susceptibles de se falsifier, ou des beurres qui, par suite de leur composition, sont susceptibles de se falsifier;

D. De boter houdende meer dan 15 t. h. water;

E. De boter houdende, hetzij door een gebrek van bereiding of anderszins, meer dan 2 t. h. zelfstandigheden, andere dan de vetstof getrokken uit melk, zout of water.

De boter mag, in geen geval, bevatten eenige bederfwerende stof, hoe klein de hoeveelheid daarvan ook zij.

ART. 12.

Ten einde na te gaan of de bepalingen van deze wet worden uitgevoerd, mogen de uit kracht der wet van 4 Augustus 1890 aangewezen beambten te allen tijde in de boterfabrieken en in de lokalen voor boterbereiding dringen; zij mogen eveneens de wetsovertredingen vaststellen en stalen van de koopwaren nemen in de havens, in de spoorwegstatiën, in de magazijnen en slijterijen, alsmede in de voertuigen der goederenbewaarders en -bestellers.

Dezelfde beambten worden insgelijks gemachtigd stalen te nemen van de aan het toezicht der douane onderworpen koopwaren, indiendeze zijn aangegeven voor het verbruik; doch het nemen van deze stalen geschiedt alleen in 't bijzijn van de tolbeambten en mits daarvan vooraf kennis wordt gegeven aan de belanghebbenden of aan hen die ze vertegenwoordigen.

ART. 13.

Zij, die de voortbrengselen, in litteras *A, B, C, D, E* van artikel 11 aangeduid, willens en wetens invoeren, voor den verkoop bereiden, vervoeren,

ment, auront importé, préparé pour la vente, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués aux littéras *A, B, C, D, E* de l'article 11.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction aux dispositions de la présente loi, la peine pourra être élevée au double.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré, en entier ou par extraits, dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné.

Les dispositions de l'article 7 de la loi du 4 août 1890 sont applicables à l'exécution des dispositions de l'article 12.

L'article 85 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par les littéras *A, B, C, D, E*, de l'article 11 et par l'article 12.

Seront punis des peines édictées par l'article 6 de la loi du 4 août 1890 :

Ceux qui, de bonne foi, auront importé, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués à l'article 11, littéras *A, B, C, D, E*.

te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd, worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank, of met slechts ééne van deze straffen.

Ingeval van herhaling binnen twee jaren na de laatste veroordeeling wegens eene overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de straf op het dubbel worden gebracht.

In hetzelfde geval, kan de rechtbank bevelen dat, op kosten van den veroordeelde, het vonnis zal worden aangeplakt op de plaatsen door haar aan te wijzen, en, geheel of gedeeltelijk, opgenomen in bladen, eveneens door haar aan te duiden.

De bepalingen van artikel 7 der wet van 4 Augustus 1890 zijn van toepassing op de uitvoering der bepalingen van artikel 12.

Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de overtredingen voorzien bij de littéras *A. B. C. D. E.* van artikel 11 en bij artikel 12.

Met de straffen bepaald bij artikel 6 der wet van 4 Augustus 1890 worden gestraft :

Zij die, te goeder trouw, de in artikel 11, littéras *A, B, C, D, E*, aangeduide voortbrengselen invoeren, te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd.

J. MAENHAUT.

J. MAES.

D. LEYNIERS.

HYAC. POLET.

FRANZ SCHAEZTEN.

CH. GILLÈS DE PELICHY.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JANUARI 1913.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 12 Augustus 1903 waarbij het door middel van margarine gepleegd bedrog wordt beteugeld.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

« De regeling van den handel in boter en margarine is betrekkelijk nieuw : het eerste reglement, ingevoerd krachtens de wet van 4 Augustus 1890, dagteekent van 11 Maart 1895.

» Sedertdien werden de wetsbepalingen op dat gebied herhaaldelijk gewijzigd door wetten en koninklijke besluiten.

» De wet, die heden van kracht is, werd afgekondigd op 12 Augustus 1903; zij werd aangevuld door koninklijke besluiten van 20 October 1903, 18 September en 21 November 1904.

» Uit de toepassing van die wet is gebleken dat zij ontoereikend was om de vervalschingen doelmatig te beteugelen. De Nationale Zuivelmaatschappij hield zich herhaaldelijk onledig met het onderzoeken van gezegde wet; verslagen werden uitgebracht en besproken, resolutiën werden genomen over sommige bijzondere punten; doch er ontbrak een samenvattend werk over dit zoo ingewikkeld en zoo kiesch vraagstuk, waarbij de zoo verschillende belangen van verbruiker, bereider en verkooper in acht moeten genomen worden.

» Onder die omstandigheden stelde de heer Gedoelst, ter vergadering van 16 October 1907, voor, eene Commissie te benoemen, ten einde de boterwet in haar geheel te onderzoeken; de beslissingen dezer Commissie zouden naderhand aan de Maatschappij onderworpen worden ter behandeling en goedkeuring.

H

» Het voorstel werd aangenomen en het bureel benoemde in die Commissie afgevaardigden van de Nationale Zuivelmaatschappij, alsmede van de maatschappijen die de boterbereiders en de boterhandelaars vertegenwoordigen. Zij werd samengesteld als volgt :

» Afgevaardigden van de Nationale Zuivelmaatschappij : de heer Adriaensen, E. H. Berger, de heeren Hoton, Maenhaut, Marcas, Smeyers en J. Wauters.

» Afgevaardigden van zuivelbonden en botermijnen : de heeren A. Collard Bovy, Seeghers, Demulder, Muylkens, Reynaert en Tourteau.

» Afgevaardigden van het Syndicaat van margarinefabrikanten woonden enkele vergaderingen bij, doch trokken zich daarna terug.

» De Commissie hield talrijke vergaderingen onder het voorzitterschap van den heer Maenhaut. De uitgedrukte wenschen en voorgestelde wijzigingen werden door den heer Hoton, secretaris der Commissie, verzameld en aan de maatschappij onderworpen ter behandeling, op hare vergaderingen van 27 Mei en 24 Juni 1908.

» De uitslag dier beraadslagingen en de genomen beslissingen worden hierna vermeld en verklaard.

Onderzoek der wet van 12 Augustus 1903.

» Bij het onderzoeken van de wet melden wij enkel de artikelen, die aanleiding gaven tot bespreking, en deelen eenvoudig mee waarop de voorgestelde wijzigingen steunen.

» ARTIKEL 2, LID 3. — Het luidt als volgt : *De bijkomende voortbrengselen der spekslagers- en vleeschhouwersbedrijven, eenvoudig gesmolten en te koop gesteld in dezel/de vaten waarin men deze voortbrengselen heeft overgegoten en verkoeld, vallen niet onder toepassing van deze wet.*

» Dit artikel, aldus opgesteld, is in strijd met artikel 7, lid 3, waarbij het aan voortbrengers of bereiders van boter verboden wordt, margarine, voedingsvetten of andere eetbare vetwaren in hun bezit te hebben, in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, wordt vervaardigd of bereid.

» Dit lid heeft ten doel, te veroorloven het verkoopen en het te koop stellen, zonder toevoeging van herkenningsmiddelen, van mengsels van vet afkomstig van verscheidene dieren, mengsels welke, bij gebrek aan deze bepaling, zouden gerangschikt worden onder de voedingsvetten, bedoeld bij lid 2.

» Deze uitzondering is noodzakelijk ; doch soortgelijke voortbrengselen kunnen, evengoed als de andere vetstoffen, dienen tot het bereiden van boter ; bijgevolg moet het in bezit hebben van die voortbrengselen niet veroorloofd worden in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, vervaardigd of bereid wordt.

» De alinea dient te luiden als volgt :

» *De bijkomende voortbrengselen der spekslagers- en vleeschhouwersbedrijven... worden niet beschouwd als voedende vetwaren.*

» ARTIKEL 3. — Het eerste lid van dit artikel bepaalt : *Het vermengen, met het oog op den handel, van margarine of voedende vetwaar met boter is verboden.*

» Margarine en voedingsvetten worden in voorgaande artikel nauwkeurig bepaald ; onbewerkte vetstoffen, zooals kokosvet, oleo-margarine, neutral spek, en dierenvet in het algemeen, worden door dit lid niet bedoeld ; bijgevolg zouden zij met boter mogen vermengd worden, en het te koop stellen daarvan, mits aanwijzing van den aard van het mengsel, zou niet strafbaar zijn.

» Het spreekt van zelf dat, toen de wetgever het door dit artikel bepaald verbod invoerde, hij het vermengen van boter met om 't even welke vetstof, wilde verbieden ; eene uitzondering zou immers op geen gronden steunen. Het geldt dus eene leemte die moet aangevuld worden door het wijzigen van dit lid als volgt :

» *Het vermengen, met het oog op den handel, van margarine, voedende vetwaren of andere stoffen met boter is verboden.*

» ARTIKEL 6. — Dit artikel betreft de vereischten, aan margarinefabrikanten opgelegd voor het verpakken van hunne voortbrengselen. Buitenlandsche margarine wordt door dit artikel *niet bedoeld* ; het is nochtans volstrekt noodig dat zij het weze.

» De opmerking, die wij hier maken, is van het hoogste belang en geldt voor talrijke bepalingen van de bestaande wet. De voortbrengselen uit het buitenland moeten volstrekt aan dezelfde regelen onderworpen worden als de soortgelijke Belgische voortbrengselen ; onze grenzen moeten gesloten blijven voor voortbrengselen die niet beantwoorden aan den bij de Belgische wet gestelden eisch en de Regeering moet gewapend zijn om ze weder naar hun land van herkomst te drijven ten einde te beletten dat zij zich ons land door verspreiden.

» Om deze redenen hebben wij het woord *ingevoerd*, dat in geen enkele bepaling van die wet voorkomt, ingelascht in verscheidene artikelen.

» ARTIKEL 7, LID 3. — Krachtens dit lid, waarvan wij den inhoud reeds mededeelden, is het aan voortbrengers en bereiders van boter verboden, voedende vetwaren in hun bezit te hebben in hunne inrichtingen ; het komt ons voor dat eene uitzondering mag gemaakt worden voor voedende oliën waarvan het in bezit hebben terzelfder tijd als het in bezit hebben van boter niet dezelfde bezwaren oplevert als het in bezit hebben van de verschillende vetstoffen.

» Wij stellen voor, aan dit lid de volgende zinsnede toe te voegen :

» *Dit verbod is niet van toepassing op vloeibare voedende oliën ter temperatuur van 15 centigraden.*

» Wij stellen voor, aan artikel 7 een nieuw lid toe te voegen, luidende als volgt :

» Het is verboden, zonder voorafgaande aangifte, in de inrichtingen waar men boter, margarine of eetbare vetstoffen vervaardigt of bereidt, in zijn bezit te hebben toestellen kunnende dienen tot die vervaardiging of bereiding.

» Men zal opmerken dat er hier geen sprake van is, het in bezit hebben van de toestellen, bij dit artikel bedoeld, te onderwerpen aan om 't even welke machtiging. Het geldt eene eenvoudige afgifte, zonder eenig gevolg voor dezen van wie zij geveerd wordt.

» Doch, anderdeels, kan die aangifte zeer dienstig zijn voor het toezicht over de eetwaren.

» De verplichte aangifte bedoelt vooral de hierboven vermelde bijzondere toestellen; het is echter niet mogelijk een onderscheid te maken tusschen de toestellen en de aangifte enkel op te leggen aan hen, die sommige van die toestellen in hun bezit hebben.

» ARTIKEL 9. — Daarin het woord *ingevoerd* in te lasseschen en het bijgevolg te doen luiden als volgt :

» Alle vaten of omhulsels, waarin margarine of voedende vetwaren worden ingevoerd, te koop gezet, of bewaard om verkocht of geleverd te worden...

» De redenen, waarop de inlassching van dit woord steunt, werden hierboven vermeld; wij behoeven ze niet te herhalen.

» ARTIKEL 11. — Bij het eerste lid van dit artikel is het volstrekt noodig, zooals wij even zegden, het woord *ingevoerd* te voegen en dit lid te doen luiden :

» Mogen niet worden ingevoerd, niet worden vervoerd, te koop gezet, in 't klein verkocht, uitgesteld, voor den verkoop of voor de levering bewaard in magazijnen, winkels, kramen of een ander lokaal :

» A. De margarine en voedende vetwaren, vermeld in het 1^e en 2^e lid van artikel 2, die niet voldoen aan de uit kracht van artikel 3 bepaalde vereischten ;

» B. Elk mengsel van boter met eenige vetwaar, behoudens hetgeen is toegelaten door het laatste lid van artikel 3.

» In deze twee alinea's werd geene wijziging gebracht.

» Littera C van die bestaande wet luidt als volgt :

» C. Boter, waarvan de eigenschappen, zonder dat ze met zekerheid doen zien dat er vervalsching bestaat of ernstige ontaarding, afwijken van die der gewone zuivere boter.

» Een koninklijk besluit bepaalt, naar eenstuidend advies van den

Hoogeren Raad voor openbare gezondheid, de natuurlijke en scheikundige kenteekenen waaraan men de zuivere boter kan erkennen.

» En het koninklijk besluit van 21 November 1904 bepaalde die kenteekenen bij zijn artikel 2 :

» *Voor de toepassing van artikel 11, littera C der wet, wordt aangezien als abnormale kenteekens opgevende die zich verwijderen van deze der zuivere boter in 't algemeen, de boter die terzelfder tijd als een cijfer van vluchtige en oplosbare zuren (Reichert-Meissl) beneden 28, het een of het ander navolgend kenteeken vertoont :*

» *Een refractometercijfer (Abbe-Zeiss) op 40° C. boven 44, enz.*

» Dit artikel, dat voor de eerste maal in de wet van 4 Mei 1900 opgenomen werd, vooral om te beletten dat vreemde boter, vervalscht door middel van niet ontaarde vetstoffen, in België zou worden ingevoerd, gaf van den beginne af aanleiding tot talrijke bezwaren.

» Reeds toen bleek uit de onderzoekingen van zuivere boter, medege-deeld door de wetenschappelijke bladen, alsmede uit het onderzoek waartoe werd overgegaan in verscheidene landen, dat de zoogenaamde abnormale boter, verre van een uitzondering te zijn, nog al dikwijls voorkwam, vooral gedurende twee of drie maanden van het jaar. Dan ook dacht men, ten onrechte, dat dergelijke boter eene boter van lagere soort was en dat er geen bezwaar bestond om den verkoop daarvan te verbieden.

» Sedertdien werden talrijke onderzoekingen gedaan en ging men over tot menig onderzoek ; daardoor werd zonneklaar bewezen dat de samenstelling der boter van alle landen zeer verschillend is.

» Uit het officieel onderzoek dat sedert ettelijke jaren in Nederland werd ingesteld, alsmede uit dit in Duitschland, Rusland en Denemarken, is gebleken dat, inzonderheid in Augustus en September, boter met een gehalte van vluchtige en oplosbare zuren beneden 28 de groote meerderheid der boter uitmaakt, en zelfs in sommige gevallen 90 % van het totaal bedrag der onderzochte boter berijkt.

» In België ging het Departement van Landbouw over tot een onderzoek naar de boter, bereid in melkerijen ; eene voorafgaande mededeeling werd aan de Nationale Zuivelmaatschappij onderworpen door den heer Inspecteur Grognaard, die belast was met het verzamelen van de verkregen uitkomsten der onderzoekingen ; daaruit blijkt dat het meerendeel der Belgische melkerijen, evenals deze van vreemde landen, in den loop der maanden Augustus en September boter voortbrengen, welke volgens het door ons behandeld artikel, abnormaal zijn, en dat daarenboven, indien die toestand in sommige provinciën nagenoeg ophoudt gedurende de andere maanden van het jaar, hij nochtans in andere provinciën, vooral in sommige hooggelegene landstreken, gedurende twee of drie maanden voortduurt.

» Wij hopen dat de cijfers, door dit onderzoek geleverd, eerlang

zullen bekendgemaakt worden; immers zij zullen, voor de studie van dit zoo kiesch vraagstuk, kostbare inlichtingen verschaffen.

» Er dient te worden opgemerkt dat gezegd onderzoek slechts gedaan werd voor de boter, in melkerijen voortgebracht, met andere woorden, voor de boter afkomstig van een groot aantal koeien; de afwijkingen zouden nog grooter geweest zijn, indien men tevens de boter der boerderijen had onderzocht.

» Moet de bepaling die wij nu bedoelen gehandhaafd worden in de door ons bestudeerde regeling?

» Wij weten dat die bepaling, toen zij in de wet werd opgenomen, vooral slechts de boter bedoelde, afkomstig uit landen waar de verplichting om aan de margarine zekere bestanddeelen toe te voegen, die haar in de boter doen onderkennen, niet aangenomen werd. Niettemin is het waar dat zij van toepassing is en reeds werd toegepast in België; dat straffen werden uitgesproken tegen fabrikanten of handelaars die zoogenaamde abnormale boter verkocht of te koop gesteld hadden.

» 't Is niettemin ook waar dat die bepaling, ten minste gedurende enkele maanden 's jaars, een deel onzer Belgische botervoortbrengst ten onrechte in verdenking stelt; om die reden alleen moet zij uit onze wet verdwijnen.

• Doch om andere beweegredenen dient die afschaffing te worden beslist.

• Bedoelde bepaling verschrikte nooit een botervervalscher, daar de veroordeeling, die hij oploopen kan, slechts eene straf van enkele politie is; de cijfers, door het koninklijk besluit aangegeven als zijnde deze *waaraan men zuivere boter kan erkennen*, brengen de rechters, belast met het toepassen der wet, in dwaling: boter met een hoog gehalte aan vluchtige zuren kan met vreemde vetstoffen vervalscht zijn en nochtans bij de onderzoeking een cijfer van vluchtige en oplosbare zuren opleveren boven dit bepaald bij koninklijk besluit; boter, waaraan kokosvet, zelfs in ruime mate, is toegevoegd, behoort niet tot de reeks voortbrengselen, bij dit artikel bedoeld.

» De rechters aarzelen soms te veroordeelen, zelfs wanneer de vervalsching blijkt uit bijzondere bestanddeelen.

» De bij koninklijk besluit aangenomen cijfers waren niet altijd dezelfde; vroeger werd het cijfer van vluchtige oplosbare zuren bepaald op 25, en zoo was de verkoop van veel vervalschte boter eenigszins wettelijk; men bracht het op 28, en daardoor werd veel zuivere boter in verdenking gesteld.

» De scheikundige bepaling der boter is onmogelijk, daar de samenstelling te veel verandert.

• Om al die redenen vraagt de Nationale Zuivelmaatschappij de intrekking van bedoelde alinea, alsmede van de bepaling van het koninklijk besluit die daarvan het gevolg is.

• Wat zou er uit die afschaffing volgen?

• Wat de Belgische boter betreft, niets zou veranderd zijn, aangezien

thans de wet er niet op toegepast wordt ; overigens krachtens de bepalingen betrekkelijk het vervaardigen van margarine, kan men met een streng en gestadig toezicht over de boter- en margarinefabrikanten en handelaars, zooniet het bedrog beletten — geen reglement vermag dit —, dan toch de knoeiers treffen.

» Maar is het ook aldus gelegen met de boter, uit den vreemde ingevoerd?

• De boter afkomstig uit landen, waar onderkenningmiddelen aan de margarine moeten toegevoegd worden, mag worden beschouwd als verkeerende in denzelfden toestand als de Belgische boter, indien er in die landen een welingerichte en regelmatig werkende dienst van toezicht bestaat. Ook moet eene bijzondere voorbehouding gemaakt worden opdat men verdachte boter aan de grens zou kunnen ophouden tot na onderzoek.

» Nu blijven nog de voortbrengselen afkomstig uit landen die gezegde verplichting niet hebben aangenomen. Het kan niet betwist worden dat, zoo in dit geval geen maatregel wordt genomen, men op onze markt allerlei boter zal aanvoeren, op wetenschappelijke wijze vervalscht door toevoeging van eene meerdere of mindere hoeveelheid niet ontaarde margarine, welke men bij de onderzoeking moeilijk of in 't geheel niet onderkennen kan.

» Een der landen, die zich in dergelijken toestand bevinden, bracht een stelsel van contrôle der bereide boter tot stand ; dat stelsel werd sedert enkele jaren druk besproken.

• Die contrôledienst is thans in werking onder het toezicht van de Nederlandsche Regeering ; al wie de regeling daarvan bestudeerde, is van meening dat het, wat aangaat de uitgevoerde voortbrengselen — de eenige waarmee wij ons bezighouden —, nagenoeg volkomen zekerheid van zuiverheid oplevert, en daarop steunen wij om te vragen dat boter, waarop het Nederlandsch contrôlemerk is aangebracht, als zuivere boter beschouwd en zonder verdere vereischen in België toegelaten worde.

» Het contrôlemerk was nooit een volstreckte waarborg van zuiverheid ; bedrog, hoe moeilijk ook, is steeds mogelijk, zoowel met het Nederlandsch als met het Belgisch stelsel ; het kan echter ontdekt worden en zulks volstaat om dit contrôlemerk te beschouwen als een getuigschrift van zuiverheid ; evenals voor landen waar het ontaarden van margarine werd aangenomen, moet het mogelijk zijn, de Nederlandsche gecontroleerde boter op te houden aan de grens, tot na onderzoek.

» Indien wij thans gewagen van boter afkomstig uit Nederland, dan is het omdat Nederland het eenige land is waar dit stelsel geregeld werkt. Het is goed verstaan dat elke boter, afkomstig uit landen waar een stelsel van contrôle harer zuiverheid bestaat onder waarborg der Regeering, in België mag ingevoerd worden, dit stelsel moge hetzelfde zijn als het Nederlandsch of daarvan verschillen ; de bevoegde diensten van de Belgische Regeering zouden tot opdracht hebben te oordeelen of dit stelsel, ja dan neen, voldoende waarborg oplevert.

» Geeft bedoeld stelsel een voldoende waarborg van zuiverheid voor de boter van hen die zich onderwerpen aan zulke contrôle of aan om 't even welk ander doelmatig onderzoek naar echtheid, dan toch mag men hetzelfde niet zeggen voor de boter der producenten en handelaars die zich niet onderwerpen aan dergelijke verplichtingen. Het is gemakkelijk, soortgelijke boter te vermengen met margarine *waaraan geen onderkenningmiddelen zijn toegevoegt*, en de scheikundige ontleding is dikwijls onbekwaam om het bedrog te doen ontdekken. Werden er geene maatregelen genomen, dan zou welhaast onze boterhandel overrompeld zijn door vreemde vervalschte boter.

» De Maatschappij was van gevoelen dat een radicale maatregel dient te worden genomen, namelijk het niet toelaten, in België, van boter die niet beantwoordt aan de vereischen, door ons zooeven uiteengezet, met name, van boter met komende uit landen waar het toevoegen van herkenningmiddelen aan margarine vereischt wordt, en die komende uit landen waar deze verplichting niet werd opgelegd, waarop geen getuigschrift van zuiverheid zou aangebracht zijn.

» Sommigen vreezen dat dergelijke maatregel door de landen van invoer niet zal aanvaard worden; wij doen opmerken dat de door ons voorgestelde bepaling niet nieuw is; zij is van kracht in verscheidene landen voor verschillende voortbrengselen; vermelden wij enkel dat getuigschriften van scheikundige onderzoeking in Duitschland en Rumenië vereischt worden bij den invoer van oljvenolie en verscheidene landbouwvoortbrengselen en dat de Fransche Regeering officieele deskundigen aanstelt, bevoegd om gezegde getuigschriften af te leveren. Gewis kunnen talrijke voorbeelden van dien aard gevonden worden.

» Overigens, er dient te worden opgemerkt dat, in elk eenigszins afgelegen land, de uitvoer van boter in handen ligt van een gering aantal personen die alras, onder het waakzaam oog hunner Regeering, een dienst van contrôle der echtheid zouden inrichten, welke aan ons land voldoening zou schenken; wij denken niet te veel te vermoeden wanneer wij zeggen dat thans Rusland de middelen bestudeert om ons voldoening te schenken.

» Daarom stellen wij voor, de bijzondere paragraaf *waarbij verboden wordt het invoeren, vervoeren, te koop stellen, enz., te doen luiden als volgt :*

» C. *De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de verplichting om de margarine en de voedende eetwaren, bestemd zoowel voor het verbruik binnenslands als voor den uitvoer, te mengen met stoffen die den aard ervan doen kennen alsmede de boter voortkomende uit landen die, dezen maatregel aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toezicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben ingevoerd.*

» *Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze verplichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van*

zuiverheid, afgegeven door een dienst van nazicht, door de Regeering of onder haar toezicht ingericht.

» De boter, voldoende aan de vereischten waarvan sprake is in de twee vorige alinea's, mag aan de grens, tot na onderzoek, worden opgehouden, wanneer ze als vervalscht voorkomt of wanneer het getuigschrift van zuiverheid schijnt vervalscht te zijn.

*
* * *

» Thans behoeven wij nog, wat dit artikel aangaat, te onderzoeken het vraagstuk der boter die te veel water bevat.

» Al wie zich bezighoudt met het onderzoek van de vraagstukken betreffende de botervervalsching, kon bevinden dat, in den loop der jongste jaren, eene groote hoeveelheid boter met een overdreven watergehalte werd te koop gesteld; de hoeveelheden bedroegen soms 30, 40 en zelfs 50 %; in andere gevallen, is de hoeveelheid minder, 20 % bijvoorbeeld; doch uit het onderzoek blijkt dat zulke boter doorgaans afkomstig is van dezelfde verkoopers die zich met minder winst tevreden stellen; daartoe koopen zij boter aan, waarin gewoonlijk 12 tot 14 % ondermelk voorkomt, en aan die boter voegen zij 5 tot 10 % water toe.

» Deze vervalsching, even nadeelig voor den verbruiker aan wien, in plaats van vetstof, een voortbrengsel zonder voedingswaarde wordt geleverd, als voor de eerlijke handelaars en boterbereiders die niet meer kunnen mededingen, wordt alom gepleegd, omdat de reglementen dienaangaande ontoereikend zijn.

» Inderdaad deze zaak, die door drie opeenvolgende verordeningen werd geregeld, wordt thans beheerscht door het koninklijk besluit van 18 September 1904, waarbij verboden wordt boter te verkoopen, die meer dan 18 % water, kaasstof of melksuiker bevat, ten ware zij, voor den verkoop in het klein, verpakt zij in omhulsels van papier of karton, door kruiskoorden gebonden, met stempel en lood.

» Die pakken moeten een gedrukt opschrift dragen, waarop vermeld staan de aard en de juiste hoeveelheid van de zelfstandigheden andere dan de vetstof en het zout die in de boter voorkomen. De juiste bewoordingen van dit opschrift zijn in het koninklijk besluit aangeduid.

» De rechtspraak heeft bevestigd dat de hoeveelheid water, die in de boter voorkomt, juist diegene zijn moet, welke het opschrift vermeld, en dat het reglement van toepassing is op hem die boter te koop stelt met eene hoeveelheid stoffen andere dan boter, beneden de vermelde hoeveelheid.

» Het spreekt van zelf dat deze reglementsbepalingen werden ingevoerd, niet om den verkoop te veroorloven van boter waaraan men willens en wetens eene grootere of kleinere hoeveelheid water toevoegde, — hetgeen niet te begrijpen zou zijn, daar het verboden is boter te vermengen met margarine —, maar wel om den verkoop te veroorloven van voortbreng-

selen die, uit hoofde van eene gebrekkige bereiding, niet genoeg zijn ontdaan van water en ondermelk.

» Welnu, de regeling bereikte haar doel niet, want de voortbrenger, die, bij toeval, boter bereidt met een te hoog watergehalte, kan de verplichtingen niet naleven, die hem, aangaande verpakking en opschrift, zijn opgelegd door het reglement. Dit reglement brengt slechts voordeel mede voor de vervalschers die juist weten hoeveel zelfstandigheden andere dan boter voorkomen in hunne producten en die alleen beschikken over de vereischte omhulsels en gedrukte opschriften.

» Meer nog : benevens enkele handelaars die water aan hunne boter toevoegen en tevens aan de vereischten van het reglement beantwoorden, hoeveel andere zijn er niet, die, zonder aanwijzing hoegenaamd, vervalschte boter te koop stellen; zij rekenen op verscheidene omstandigheden en vooral op de onnauwkeurigheid van het tegenonderzoek, dat eenigen tijd daarna wordt gedaan, om aan de betengeling te ontsnappen. Zij trotseeren zelfs dit onderzoek, want het reglement kan slechts door straffen van enkele politie worden bekrachtigd, dat is door eene geringe boete waarvan het bedrag bijgevolg door den botervervalscher zeer spoedig wordt ingehaald.

» Daartegen kan opgeworpen worden dat artikel 500 van het Strafwetboek van toepassing blijft op hen die willens en wetens water aan de boter toevoegen, en dat zij als vervalschers kunnen gestraft worden. Dat is wel zóó en, sedert eenigen tijd, werden verscheidene vonnissen in dien zin uitgesproken; het is niettemin waar dat, in menig geval, de rechters het reglement eenvoudig toepassen, zoo niets anders hun aanwijst dat een andere wetsbepaling van toepassing is.

» Dit begrip moet, ons dunkt, in de wet opgenomen worden en men dient een onderscheid te maken tusschen boter waaraan water werd toegevoegd en boter waarvan het watergehalte te hoog is ten gevolge van eene gebrekkige bereiding : de eerste is vervalschte boter, de tweede is ontaarde of slecht bereide boter.

» Het is dikwijls mogelijk, boter met een te hoog watergehalte te rangschikken in een van beide klassen, hetzij door de scheikundige onderzoeking wanneer de hoeveelheid water nog al groot is, hetzij door de onderzoeking van verschillende boter van denzelfden verkooper ingeval de hoeveelheid water gering is; zóó kan dikwijls bewezen worden dat het geldt, niet een gebrek bij de bereiding, maar wel eene bewerking die gewoonlijk wordt gedaan.

» Indien de verkoop van boter, waaraan water is toegevoegd, zonder eenigen twijfel kan verboden worden, kan men dan ook den verkoop verbieden van boter die slechts bij toeval te veel water bevat? Wij denken ja, want hier geldt het boter van lagere hoedanigheid, die kan ontaarden, die werd bekomen tengevolge van eene gebrekkige bereiding en waarvan de bereider of verkooper de waarde zeer goed kent; zonder moeite zal hij de fout bij de bereiding, waarop zijne aandacht gevestigd wordt, kunnen vermijden.

» Daarom stellen wij den volgende tekst voor :

» *Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, enz. :*

» *D. De boter met water gemengd of waarin men opzettelijk te veel water heeft gelaten ;*

» *E. De boter die, tengevolge van gebrekkige vervaardiging, toevallig andere stoffen, dan vetstof en zout, in grootere hoeveelheid bevat dan de hoeveelheid welke bij koninklijk besluit zal worden bepaald.*

» De straffen, die dienen te worden voorzien, zijn, voor lid D, correctioneele straffen en, voor lid E, straffen van enkele politie.

*
* *

» Er dient nu nog eene bijzondere alinea betreffende de margarine te worden gevoegd bij artikel 11.

» Margarine is eene voedende eetwaar die eene ruime plaats heeft ingenomen in de voeding van de arbeidersklasse; zij vervangt boter en hare voedende waarde is alleen verschuldigd aan de min of meer groote hoeveelheid vetstoffen die zij bevat; deze laatste kunnen niet door andere stoffen, vooral niet door water vervangen worden.

» Indien men het noodig acht, de hoeveelheid te beperken van de stoffen, andere dan vetstoffen en zout, die in de boter mogen voorkomen, dan is het even noodzakelijk dergelijke beperking voor te schrijven voor de margarine en de voedingsvetten. Het toevoegen, aan die voortbrengselen, van eene overdreven hoeveelheid water is eene vervalsching om dezelfde reden als de toevoeging, aan de boter, van eene overdreven hoeveelheid water.

Wij stellen voor, dat bijzonder lid te doen luiden als volgt :

» *Mogen niet worden ingevoerd, enz. :*

» *F. De margarine en de voedende vetwaren bevattende andere stoffen, dan vetstof en zout, in grootere hoeveelheid dan de hoeveelheid welke bij koninklijk besluit zal worden bepaald.*

» ARTIKEL 12. — Ten einde na te gaan of de bepalingen van deze wet worden uitgevoerd, mogen de uit kracht der wet van 4 Augustus 1890 aangewezen beambten te allen tijde in de boterfabrieken dringen.

» Het schijnt ons noodig te zeggen : in de boterfabrieken en in de lokalen voor boterbereiding; over deze laatste moet, even goed als over de eerste, toezicht kunnen gehouden worden.

» ARTIKEL 13. — In het eerste lid moet, om de hierboven vermelde redenen, het woord *invoeren* ingelascht worden; het zou dus luiden als volgt: *Zij, die de voortbrengselen, in litteras A, B, C, D en F van artikel 11 aangeduid, willens en wetens invoeren, voor den verkoop bereiden, vervoe-*

ren, te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd, alsmede zij, die de alineas 2 en 3 van artikel 7 overtreden, worden gestraft, enz.

» In den huidigen tekst komen slechts de litteras A en B van artikel 11 voor. Wij stellen voor, daaraan toe te voegen alinea C, betreffende de vreemde boter, alsook de alineas D en F betreffende boter en margarine vervalscht door middel van water of andere stoffen.

» Het schijnt ons ook noodzakelijk, den aard der straffen te wijzigen, die van toepassing zijn op hen die margarine of voedingsvetten tezelfder tijd als boter in hun bezit hebben of vervoeren. Daar dit verbod voorkomt in de wet, moet het bekrachtigd worden niet door straffen van enkele politie, maar door correctioneele straffen, aangezien de eerste geen doelmatige uitkomsten geven.

» Lid 3 van artikel 13 voorziet dat, ingeval van herhaling, de rechtbank bevelen kan, het vonnis aan te plakken op door haar aan te wijzen plaatsen.

» Wij doen opmerken dat de huidige tekst niet doeltreffend is, daar hij het den veroordeelde mogelijk maakt, den plakbrief af te trekken dadelijk na zijne aanplakking. Aan het slot van de alinea moet worden toegevoegd: *gedurende een tijd dien zij bepaalt.*

» Het 5^{de} lid moet opgesteld worden als volgt: *Artikel 85 van het Strafwetboek (verzachtende omstandigheden) is van toepassing op de overtredingen voorzien bij de litteras A, B, C, D en F van artikel 11, bij de litteras 2 en 3 van artikel 7 en bij artikel 12.*

» Daarop volgen de alineas betreffende de overtredingen.

» *Met de straffen bepaald bij artikel 6 der wet van 4 Augustus 1890 worden gestraft :*

» 1^o *Zij, die te goeder trouw de in artikel 11, litteras A, B, C, D en F, aangeduide voortbrengselen invoeren, vervoeren, te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd;*

» 2^o *Zij, die de bepalingen van de artikelen 4 en 6, de alineas 1, 4 en 5 van artikel 7, van de artikelen 8, 9, 10 en 11, littera E, overtreden.*

*
* *

» Het onderzoek der wet is voltrokken; enkele woorden wenschen wij nu te zeggen over het KONINKLIJK BESLUIT VAN 20 OCTOBER 1903, genomen ter uitvoering van de wet.

» ARTKEL 4, betreffende de bepaling van abnormale boter, moet ingetrokken worden, als gevolg van het vervallen van littera C van artikel 11 der bestaande wet.

» Door ARTIKEL 5 is aan elken verkooper van margarine of voedingsvetten verboden, de woorden : melk, boter, room of andere, die daarvan afgeleid zijn, te vermelden op verpakkingen, plakbrieven, enz., ten einde zijn bedrijf of zijne producten bekend te maken. Het komt ons logisch voor, zulks ook te verbieden aan verkoopers van eetbare vetstoffen die voor hetzelfde gebruik als boter dienen kunnen.

» HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 18 SEPTEMBER 1904 betreffende de boter met een te hoog watergehalte — besluit waardoor artikel 6 van het besluit van 20 October 1903 werd vervangen — moet vervallen.

» Hier moet een artikel komen, waarbij wordt bepaald welke hoeveelheid stoffen andere dan boter mag voorkomen in boter of margarine.

» Wat de boter betreft, stelt de Nationale Zuivelmaatschappij het cijfer 18 % voor, dat door het huidig reglement is bepaald.

» Er kan worden gezegd : *Voor de toepassing van artikel 11, littera A, mag de boter, bevattende meer dan 18 % stoffen andere dan vetstof en zout, niet worden ingevoerd, verkocht, geleverd, te koop gesteld, in bezit gehouden of vervoerd, hetz j voor den verkoop, hetzij voor de levering.*

» Dergelijke alinea zou ook voor de margarine en voor de voedingsvetten moeten ingevoerd worden ; maar wij kunnen het te bepalen cijfer niet aanduiden. Daartoe is het noodig veel aangelegenheden na te gaan en het is billijk, daardoor de meening der fabrikanten van margarine en voedingsvetten te vernemen.

» ARTIKEL 7 verklaart dat :

» 1^o De boter, margarine en voedingsvetten bereid met melk waarvan de verkoop verboden is ;

» 2^o De boter, margarine en voedingsvetten die bederfwerende stoffen of glycerine bevatten,

» nadeelig zijn en verbiedt dezelve te verkoopen, uit te stallen of te koop te stellen.

» Het is ook volstrekt noodig, het invoeren daarvan te verbieden ten einde onze landgenooten aan geene onverdiende overtredingen bloot te stellen.

» Hiermede sluiten wij de toelichting der wijzigingen die de Nationale Zuivelmaatschappij voorstelt te brengen in de wet welke den handel van boter en margarine in België regelt ; het dunkt ons dat zij onontbeerlijk zijn tot de beteugeling van het bedrog dat nog elken dag gepleegd wordt, en wij durven hopen dat zij door de openbare machten gunstig zullen worden onthaald. »

» 't Is aldus, Mijne Heeren, dat de Nationale Zuivelmaatschappij de wijzigingen, die zij aan de Wetgevende Macht onderwerpt, onlangs heeft uiteengezet. Als toelichting van ons wetsvoorstel dachten wij niet beter te kunnen doen dan het zoo klaar en volledig verslag van den heer J. Wauters, toegevoegden scheikundige der Stad Brussel. over te nemen.

*
* * *

Dit ontwerp werd in de afdeelingen aangenomen op 29 Maart 1910 :

In de 1^{ste} afdeeling, met eenparige stemmen.

- | | | |
|------------------|---|---|
| — 2 ^e | — | met eenparige stemmen, op eene onthouding na. |
| — 3 ^e | — | met eenparige stemmen. |
| — 4 ^e | — | met eenparige stemmen. |
| — 5 ^e | — | met 7 stemmen en 6 onthoudingen. |
| — 6 ^e | — | met 10 stemmen en 2 onthoudingen. |

De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Nerinx, voorzitter, Colfs, Gravis, Horlait, Berloz, Standaert en Maes.

De Middenafdeeling besteedde verscheidene vergaderingen aan de behandeling van het wetsvoorstel en ons medelid, de heer Maes, diende den 29ⁿ Maart 1912 het verslag in.

Ten richtsnoer dienden hem de aanmerkingen van de afgevaardigden der *Nationale Zuivelmaatschappij*, die de Middenafdeeling op een harer vergaderingen ontving; zij won ook de meening in van den dienst van toezicht op de eetwaren.

Het is onbetwistbaar dat de wet van 12 Augustus 1903 dient te worden gewijzigd, daar er al te vaak bedrog gepleegd wordt, doch men mag in deze geene nieuwigheden invoeren dan met de meeste voorzichtigheid, uit hoofde van de talrijke en tegenstrijdige belangen, alsmede van de moeilijkheid om de knoeiers doelmatig te treffen, zonder de eerlijke voortbrengers, bereiders en handelaars in gevaar te brengen.

Wij hopen dat de Kamer die wijzigingen weldra zal onderzoeken en aannemen; zij zullen voldoening scheenken aan bereiders en verbruikers, aan eerlijke handelaars en landbouwers.

V. MAENHAUT.



Proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1903 ayant pour objet la répression des fraudes commises au moyen de la margarine.

ARTICLE PREMIER.

La dénomination de beurre est réservée à la matière grasse extraite par le barattage du lait ou de la crème, avec ou sans addition de ferments, de matières colorantes ou de sel.

ART. 2.

Est désigné sous le nom de margarine toute substance ou préparation propre à l'alimentation offrant de l'analogie avec le beurre au point de vue des caractères extérieurs.

Sont désignés sous le nom de graisses alimentaires les mélanges de graisses entre elles, avec des huiles ou avec de l'eau, et toutes graisses ayant subi une préparation autre que les manipulations nécessaires pour leur extraction et leur épuration, la salaison du saindoux exceptée.

Nesont pas considérés comme graisses alimentaires les produits accessoires de la charcuterie et de la boucherie simplement fondus et exposés en vente dans les récipients mêmes dans lesquels ces produits ont été coulés et refroidis.

ART. 3.

Les mélanges de margarine, de graisses alimentaires ou d'autres ma-

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 12 Augustus 1903 waarbij het door middel van margarine gepleegd bedrog wordt beteugeld.

EERSTE ARTIKEL.

Onder benaming van boter verstaat men alleen de vetstof, door karnen uit de melk of den room getrokken, met of zonder toevoeging van gistmiddelen, kleursels of zout.

ART. 2.

Onder benaming van margarine wordt aangeduid elke tot de voeding geschikte zelfstandigheid die, ten opzichte van de uiterlijke kenteekenen, op boter gelijkijkt.

De mengsels van vetwaren ondereen, met oliën of met water, en alle vetwaren die werden onderworpen aan eenige andere bereiding dan de bewerkingen vereischt tot hare afscheiding en hare zuivering, het zouten van reuzel uitgezonderd, worden aangeduid onder den naam van voedende vetwaren.

De bijkomende voortbrengselen der spekslagers- en vleeschhouwersbedrijven, eenvoudig gesmolten en te koop gesteld in dezelfde vaten waarin men deze voortbrengselen heeft overgegoten en verkoeld, worden niet beschouwd als voedende vetwaren.

ART. 3.

Het vermengen, met het oog op den handel, van margarine, voedende vet-

tières grasses et de beurre sont interdits.

Toutefois, la margarine destinée à la vente peut contenir jusqu'à 10 % de matière grasse provenant du lait.

ART. 4.

Il est défendu d'employer à la préparation ou à la conservation du beurre destiné à la vente des ferments, des matières colorantes, des récipients ou des objets quelconques contenant ou ayant contenu des substances dont l'addition à la margarine et aux graisses alimentaires est prescrite en vertu de l'article 5 de la présente loi, ou des ustensiles ayant été mis en contact avec ces substances.

ART. 5.

La margarine et les graisses alimentaires destinées à la vente doivent être mélangées avec des substances de nature à permettre de les distinguer facilement du beurre, tout en étant inoffensives et incapables d'altérer leurs caractères organoleptiques. Un arrêté royal fixe, sur l'avis conforme du Conseil supérieur d'hygiène publique, le choix de ces substances ainsi que leurs proportions, et détermine les autres conditions dans lesquelles elles sont incorporées à la margarine et aux graisses alimentaires.

Sont exemptés de ces dispositions, moyennant déclaration préalable à la fabrication, les produits préparés dans les fabriques de margarine et destinés à l'exportation directe vers des pays n'ayant point de législation similaire sur la fabrication de la margarine.

waren of andere vetstoffen met boter is verboden.

De voor den verkoop bestemde margarine mag echter tot 10 % vetstof, voortkomende van melk, bevatten.

ART. 4.

Bij het bereiden of bewaren van voor den verkoop bestemde boter, is het verboden te gebruiken gistmiddelen, kleursels, vaten of eenig voorwerp, bevattende of hebbende bevat zelfstandigheden waarvan de menging in de margarine en in de voedende vetwaren bij artikel 5 van deze wet is voorgescreven, of toestellen die met deze zelfstandigheden in aanraking zijn geweest.

ART. 5.

Margarine en voedende vetwaren, voor den verkoop bestemd, moeten worden vermengd met zelfstandigheden die toelaten ze gemakkelijk van boter te onderscheiden, terwijl ze tevens onschadelijk zijn en niet in staat hare organoleptische eigenschappen te veranderen. Een koninklijk besluit bepaalt, naar eensluidend advies van den Hoogen Raad van openbare gezondheid, welke zelfstandigheden daartoe mogen worden gebruikt en in welke verhouding, en regelt verder de wijze waarop ze met margarine en voedende vetwaren worden vermengd.

De voortbrengselen vervaardigd in de margarinefabrieken en bestemd voor den rechtstreekschen uitvoer naar landen die geene gelijksoortige wet op het vervaardigen van margarine hebben, vallen niet onder toepassing van deze wetsbepalingen, indien vóór de fabricceering daaromtrent aangifte is gedaan.

Le Gouvernement pourra assujettir au mélange indiqué ci-dessus toute matière grasse qui, dans l'avenir, viendrait à être utilisée pour la falsification du beurre.

Le mode de déclaration, les conditions de détention, d'emballage et d'expédition desdits produits sont réglés par arrêté royal.

ART. 6.

La margarine ou les graisses alimentaires importées ou sortant des fabriques ou des dépôts des marchands de gros seront expédiées et livrées dans des récipients dont la matière, les formes, les dimensions et les marques sont déterminées par arrêté royal.

Toutes les faces de ces récipients porteront l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire » tracée en caractères distincts d'au moins deux centimètres de hauteur, ainsi que le nom ou la raison sociale et l'adresse du fabricant ou du marchand.

Pour le commerce du détail, la vente de margarine ou de graisses alimentaires ne sera autorisée autrement qu'en paquets ficelés et plombés. Les détails de cet emballage seront réglés par arrêté royal.

ART. 7.

Il est défendu de vendre ou d'exposer en vente, en même temps que du beurre, de la margarine ou des graisses alimentaires dans le même local (magasin, boutique, échoppe) ou dans des locaux communiquant entre eux autrement que par la voie publique.

Il est également défendu aux marchands, producteurs ou colporteurs de

De Regeering kan aan de hierboven aangeduide vermenging onderwerpen elke vetstof die, in de toekomst, mocht worden aangewend tot het vervalschen van boter.

De wijze waarop de aangifte moet worden gedaan, de vereischten tot het bewaren, verpakken en verzenden van genoemde voortbrengselen worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 6.

Margarine of voedende vetwaren, ingevoerd of voortkomende uit fabrieken of uit bergplaatsen van kooplieden in 't groot, worden verzonden en geleverd in verpakkingen waarvan de stof, de vorm, de afmetingen en de merken bij koninklijk besluit worden bepaald.

Deze verpakkingen dragen aan alle zijden het opschrift « margarine » of « voedende vetwaar », met goed te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte, benevens den naam of de firma en het adres van den fabrikant of den koopman.

Voor den handel in 't klein wordt de verkoop van margarine of voedende vetwaren niet anders toegelaten dan in toegebonden en met lood verzegelde pakken. De bijzonderheden van deze verpakking worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 7.

Het is verboden margarine of voedende vetwaren en boter te gelijker tijd te verkoopen of te koop te stellen in hetzelfde lokaal (magazijn, winkel, kraam) of in lokalen die anders dan langs den openbaren weg met elkander in gemeenschap staan.

Het is insgelijks aan boterhandelaars, boterboeren en boterkramers verboden

beurre de détenir de la margarine ou des graisses alimentaires, même pour leur consommation personnelle, d'en laisser détenir par une autre personne dans les locaux où se trouve du beurre exposé en vente ou détenu pour la vente ou pour la livraison, ou encore de transporter, en même temps que du beurre, de la margarine ou des graisses alimentaires.

Il est défendu aux producteurs ou préparateurs de beurre, de détenir de la margarine, des graisses alimentaires ou d'autres matières grasses comestibles dans les établissements où est fabriqué ou préparé du beurre destiné à la vente. Cette défense ne s'applique pas aux huiles alimentaires liquides à la température de 15 centigrades.

Il est défendu de fabriquer ou de détenir du beurre destiné à la vente dans les établissements servant à la fabrication ou à la détention de la margarine ou d'autres matières grasses comestibles, sauf l'exception prévue par l'alinéa précédent.

Il est défendu, sans déclaration préalable, de détenir dans les établissements où l'on fabrique ou prépare du beurre, de la margarine ou des graisses comestibles, des appareils pouvant servir à cette fabrication ou préparation.

La détention d'appareils pouvant servir uniquement à opérer des falsifications, par addition au beurre de matières grasses ou d'eau, est interdite.

ART. 8.

Tous les établissements (magasins, boutiques, échoppes) dans lesquels la margarine ou les graisses alimentaires sont vendues, exposées en vente, détenues ou préparées pour la vente, de même que les voitures privées servant

margarine of voedende vetwaren in hun bezit te hebben, zelfs voor hun eigen verbruik, ze in het bezit te laten van andere personen in de lokalen waar boter te koop gezet of met het oog op den verkoop of de levering bewaard wordt, of ook boter en margarine of boter en voedende vetwaren te gelijker tijd te vervoeren.

Het is aan voortbrengers of bereiders van boter verboden, margarine, voedende vetwaren of andere eetbare vetwaren in hun bezit te hebben, in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, wordt vervaardigd of bereid.

Dit verbod is niet van toepassing op vloeibare voedende oliën ter temperatuur van 15 centigraden.

Behalve de uitzondering bij het vorige lid voorzien, is het verboden voor den verkoop bestemde boter te vervaardigen of er in zijn bezit te hebben, in inrichtingen dienende tot de vervaardiging of de bewaring van margarine of andere eetbare vetwaren.

Het is verboden, zonder voorafgaande aangifte, in de inrichtingen waar men boter, margarine of eetbare vetwaren vervaardigt of bereidt, in zijn bezit te hebben toestellen kunnende dienen tot die vervaardiging of bereiding.

Het in bezit hebben van toestellen enkel kunnende dienen tot het bewerken van vervalschingen, door toevoeging van vetstoffen of van water aan de boter, is verboden.

ART. 8.

Alle inrichtingen (magazijnen, winkels, kramen), waar margarine of voedende vetwaren worden verkocht, te koop gezet, of met het oog op den verkoop bewaard of bereid, alsook de private rijtuigen dienende tot het vervoeren

au transport ou au colportage de la margarine ou des graisses alimentaires, doivent offrir, d'une façon apparente de la voie publique, l'inscription « vente de margarine » ou « vente de graisse alimentaire », tracée en caractères distincts d'au moins vingt centimètres de hauteur et dégagée de toute autre mention.

La margarine et les graisses alimentaires ne peuvent être introduites sur les marchés qu'en des endroits spécialement désignés à cet effet par l'autorité communale et à une distance minima de vingt-cinq mètres des échoppes à beurre.

Art. 9.

Tous les récipients ou enveloppes dans lesquels les margarines ou les graisses alimentaires sont importées, exposées en vente ou détenues pour la vente, ou pour la livraison, portent, d'une façon visible pour le public, l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire », tracée en caractère distincts d'au moins deux centimètres de hauteur et dégagée de toute autre mention, ainsi que le nom ou la raison sociale du fabricant ou de vendeur.

Si la margarine ou les graisses alimentaires sont en pains, ceux-ci ont tous la forme cubique et sont marqués, en outre, d'une empreinte lisible portant le mot « margarine » ou « graisse alimentaire », ainsi que le nom ou la raison sociale du fabricant ou du vendeur, à moins que les enveloppes qui les recouvrent ne portent ces indications.

Art. 10.

La margarine et les graisses alimentaires seront livrées et expédiées par les détaillants dans des récipients ou enve-

of tot het rondventen van margarine of voedende vetwaren, moeten, duidelijk zichtbaar van op den openbaren weg, het opschrift dragen : « verkoop van margarine » of « verkoop van voedende vetwaren », met goed te onderscheiden letters van ten minste twintig centimeter hoogte, zonder dat er eenige andere vermelding bij staat.

Margarine en voedende vetwaren mogen alleen ter markt worden gebracht op plaatsen daartoe opzettelijk aangeezen door de gemeenteverheid en op een afstand van ten minste vijf en twintig meter van de boterkramen.

Art. 9.

Alle vaten of omhulsels, waarin margarine of voedende vetwaren worden ingevoerd, te koop gezet, of bewaard om verkocht of geleverd te worden, dragen, op eene voor het publiek zichtbare wijze, het opschrift « margarine » of « voedende vetwaren », met goed te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte en zonder dat er eenige andere vermelding bij staat, benevens den naam of de firma van den fabrikant of den verkooper.

Zijn de margarine of de voedende vetwaren tot klonten bewerkt, dan moeten deze steeds teerlingvormig zijn en, daarenboven, een goed leesbaar merk dragen met het woord « margarine » of « voedende vetwaren », benevens den naam of de firma van den fabrikant of den verkooper, tenzij deze aanduidingen op de omhulsels voorkomen.

Art. 10.

Margarine en voedende vetwaren worden door de kleinhandelaars geleverd en verzonden in vaten of omhulsels dra-

lappes portant, outre l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire » tracée en caractères distincts d'au moins deux centimètres de hauteur, le nom ou la raison sociale, ainsi que l'adresse du vendeur.

ART. 11.

Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, transportés mis en vente, débités, exposés en vente, détenus pour la vente ou pour la livraison dans les magasins, boutiques, échoppes ou tout autre lieu :

A. La margarine et les graisses alimentaires mentionnées au premier et au deuxième alinéas de l'article 2 qui ne satisfont pas aux conditions fixées en vertu de l'article 5;

B. Tout mélange de beurre et de matière grasse quelconque, sauf la tolérance admise par le dernier alinéa de l'article 3;

C. Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances révélatrices les margarines et les graisses alimentaires destinées tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres provenant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.

Sont affranchis de cette interdiction les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation, mais qui seront munis d'un certificat de pureté, émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.

Les beurres remplissant les conditions formulées par les deux alinéas ci-dessus pourront être arrêtés à la frontière, jus-

gende, behalve het opschrift « margarine » of « voedende vetwaren », met duidelijk te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte, den naam of de firma, alsook het adres van den verkoper.

ART. 11.

Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, vervoerd, te koop gezet, in 't klein verkocht, uitgesteld, voor den verkoop of voor de levering bewaard in magazijnen, winkels, kramen of enig ander lokaal :

A. De margarine en de voedende vetwaren, vermeld in het 1^{ste} en 2^{de} lid van artikel 2, die niet voldoen aan de uit kracht van artikel 5 bepaalde vereischten;

B. Elk mengsel van boter met eenige vetstof, behoudens hetgeen is toegelaten door het laatste lid van artikel 3;

C. De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de verplichting om de margarine en de voedende vetwaren, bestemd zoowel voor het verbruik binnenslands, als voor den uitvoer, te mengen met herkenningmiddelen, alsmede de boter voortkomende uit landen die, dezen maatregel aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toezicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben ingevoerd.

Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze verplichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van zuiverheid, afgegeven door een dienst van controle, door de Regeering of onder haar toezicht ingericht.

De boter, voldoende aan de vereischten gesteld in de twee bovenstaande alinea's, mag aan de grens, tot na onder-

qu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification, ou que le certificat de pureté aura été altéré;

D. Les beurres contenant plus de 15 % d'eau ;

E. Les beurres renfermant, soit par suite d'un défaut de fabrication ou autrement, plus de 2 % de substances autres que la matière grasse extraite du lait, le sel ou l'eau.

Le beurre ne pourra, en aucun cas, contenir aucune substance antiseptique, quelque minime qu'en soit la quantité.

ART. 12.

Les agents désignés en vertu de la loi du 4 août 1890 peuvent pénétrer en tout temps dans les locaux de fabrication et de préparation pour y surveiller l'exécution des dispositions de la présente loi ; ils peuvent aussi constater les infractions à la loi et prélever des échantillons de marchandises dans les ports, dans les gares de chemins de fer, dans les magasins et débits, ainsi que dans les voitures des consignataires et des commissionnaires expéditeurs.

Les mêmes agents sont également autorisés à prélever des échantillons des marchandises placées sous régime de douane quand celles-ci sont déclarées en consommation; mais ces prélèvements ne seront opérés qu'en présence des agents de la douane et moyennant avertissement donné aux intéressés ou à leurs représentants.

ART. 13.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sciem-

zoek, worden opgehouden, wanneer ze als vervalscht voorkomt of wanneer het getuigschrift van zuiverheid werd vervalscht;

D. De boter houdende meer dan
15 t. h. water;

E. De boter houdende, hetzij door een gebrek van bereiding of anderszins, meer dan 2t. h. zelfstandigheden, andere dan de vetstof getrokken uit melk, zout of water.

De boter mag, in geen geval, bevatten eenige bederftwerende stof, hoe klein de hoeveelheid daarvan ook zij.

ART. 12.

Ten einde na te gaan of de bepalingen van deze wet worden uitgevoerd, mogen de uit kracht der wet van 4 Augustus 1890 aangewezen beambten te allen tijde in de boterfabrieken en in de lokalen voor boterbereiding dringen; zij mogen eveneens de wetsovertredingen vaststellen en stalen van de koopwaren nemen in de havens, in de spoorweg-statiën, in de magazijnen en slijterijen, alsmede in de voertuigen der goederen-bewaarders en -bestellers.

Dezelfde beamtten worden insgelijks gemachtigd stalen te nemen van de aan het toezicht der douane onderworpen koopwaren, indien deze zijn aangegeven voor het verbruik; doch het nemen van deze stalen geschiedt alleen in 't bijzijn van de tolbeamtten en mits daarvan vooraf kennis wordt gegeven aan de belanghebbenden of aan hen die ze vertegenwoordigen.

ART. 13.

Zij, die de voortbrengselen, in literas A, B, C, D, E van artikel 11 aangeduid, willens en wetens invoeren, voor den verkoop bereiden, vervoeren,

ment, auront importé, préparé pour la vente, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués aux littéras A, B, C, D, E de l'article 11.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction aux dispositions de la présente loi, la peine pourra être élevée au double.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré, en entier ou par extraits, dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné.

Les dispositions de l'article 7 de la loi du 4 août 1890 sont applicables à l'exécution des dispositions de l'article 12.

L'article 85 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par les littéras A, B, C, D, E, de l'article 11 et par l'article 12.

Seront punis des peines édictées par l'article 6 de la loi du 4 août 1890 :

Ceux qui, de bonne foi, auront importé, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués à l'article 11, littéras A, B, C, D, E.

te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstellen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd, worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank, of met slechts ééne van deze straffen.

Ingeval van herhaling binnen twee jaren na de laatste veroordeeling wegens eene overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de straf op het dubbel worden gebracht.

In hetzelfde geval, kan de rechtbank bevelen dat, op kosten van den veroordeelde, het vonnis zal worden aangeplakt op de plaatsen door haar aan te wijzen, en, geheel of gedeeltelijk, opgenomen in bladen, eveneens door haar aan te duiden.

De bepalingen van artikel 7 der wet van 4 Augustus 1890 zijn van toepassing op de uitvoering der bepalingen van artikel 12.

Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de overtredingen voorzien bij de litteras A, B, C, D, E, van artikel 11 en bij artikel 12.

Met de straffen bepaald bij artikel 6 der wet van 4 Augustus 1890 worden gestraft :

Zij die, te goeder trouw, de in artikel 11, litteras A, B, C, D, E, aangeduide voortbrengselen invoeren, te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstellen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd.

J. MAENHAUT.

J. MAES.

D. LEYNIERS.

HYAC. POLET.

FRANZ SCHAEETZEN.

CH. GILLÈS DE PELICHY.

